



CEPII
RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



Table des matières

- 5** Préface
- 7** Introduction
- 13** Les programmes scientifiques
 - 13** ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL
 - Entreprises multinationales, mondialisation et territoires
 - La transformation des chaînes de valeur mondiales et ses conséquences
 - Compétitivité et spécialisation
 - Bases de données, Profils et outils
 - Projets hors programme de travail
 - 25** MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES
 - Entreprises multinationales, mondialisation et territoires
 - Enjeux monétaires et financiers
 - Causes et conséquences macroéconomiques des dynamiques des matières premières
 - Les effets macroéconomiques de la transition écologique
 - Projets hors programme de travail
 - 43** MIGRATIONS INTERNATIONALES
 - Mieux comprendre les interactions entre migrations et globalisation
 - Mesurer l'effet des politiques migratoires
 - L'impact des migrations sur le marché du travail : approches régionale et sectorielle
 - Projets hors programme de travail
 - 51** POLITIQUE COMMERCIALE
 - Transformation de la mondialisation
 - L'évolution des politiques commerciales dans un contexte international nouveau
 - Commerce et environnement
 - Outils
 - Projet hors programme de travail
- 65** Les publications
 - Recherche
 - Analyses
 - The CEPII Newsletter
- 77** Le site internet du CEPII
- 79** La présence du CEPII dans les médias
 - Articles et interviews
 - Interviews audio et vidéo
- 87** Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII
- 90** Rencontres organisées par le Club du CEPII
- 93** Participation à des groupes de travail et comités d'experts
- 97** Les relations partenariales



Préface



Jean Lemierre
Président du Conseil
du CEPII

L'économie mondiale connaissait déjà à la fin de la dernière décennie des mutations structurelles profondes découlant de l'impératif environnemental et des rivalités géostratégiques, notamment entre la Chine et les États-Unis. C'est sur cette base que des perturbations majeures se sont succédé depuis 2020 : la pandémie de la Covid-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le retour des pressions inflationnistes. Des politiques économiques ont été mises en œuvre pour y répondre : soutien aux ménages et aux entreprises affectés par la pandémie et le retour de l'inflation, sanctions économiques et financières contre la Russie, resserrement synchrone des politiques monétaires. Un protectionnisme décomplexé est aussi de retour, mêlant considérations environnementales et industrielles, mais aussi des objectifs de sécurité nationale. Ces événements et ces politiques ont des effets indésirables sur les pays moins avancés : crise de la dette, montée de l'insécurité alimentaire.

Comprendre cet environnement complexe et instable est

indispensable pour en mesurer les enjeux et adapter les politiques publiques. C'est la mission – essentielle – à laquelle contribue aujourd'hui le CEPII. Pour remplir au mieux cette mission, le CEPII s'est efforcé en 2022 d'approfondir l'analyse des thématiques sur lesquelles il travaille depuis déjà un certain temps : les transformations des chaînes de valeur, le rôle des multinationales dans la mondialisation, l'impact de la robotisation, les déséquilibres entre les économies de l'Union européenne, l'effet des migrations sur l'emploi et sur l'innovation dans les entreprises....

Le CEPII s'est également investi en 2022 sur d'autres thématiques, plus nouvelles pour lui, mais imposées par l'actualité : identification des dépendances commerciales, par exemple à certains minerais critiques, mesure du retour du protectionnisme et de ses conséquences, impact potentiel de l'*Inflation Reduction Act* et du mécanisme européen d'ajustement carbone à la frontière, évaluation de la zone de libre-échange continentale africaine, impact des migrations sur les opinions publiques...

Comme par le passé, ces travaux se sont appuyés en amont sur le développement d'outils d'analyse, en particulier des bases de données et des modèles. En aval, ils se concrétisent non seulement par des articles scientifiques et des documents de travail, mais aussi par des

publications, des conférences et des interventions dans les médias, destinées à un public plus large.

Dans ce monde incertain, la demande d'analyse économique est forte. Le rôle du CEPII est essentiel.



Introduction



Antoine Bouët
Directeur du CEPII

2022 : l'économie mondiale a encore été mise à rude épreuve. En cours de sortie d'une pandémie qui avait impliqué une perturbation majeure des chaînes d'approvisionnement, elle s'est retrouvée confrontée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à la remise en cause des circuits d'approvisionnements en hydrocarbures que celle-ci a entraînée, au retour d'une inflation élevée et plus persistante que prévu, à une montée de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays en développement, à de nouveaux stress climatiques, enfin à un resserrement synchrone des politiques monétaires qui commence, au début de l'année 2023, à avoir de l'effet sur l'activité économique et les prix, mais qui fait aussi émerger des risques financiers.

Dans ce monde complexe et périlleux, il est plus que jamais nécessaire d'éclairer le débat public, d'identifier les risques et les bénéfices que différentes politiques peuvent impliquer, de comprendre et faire comprendre la manière dont ces menaces peuvent être traitées durablement.

En 2022, le CEPII s'est adapté à ce contexte en associant dans

ses travaux des sujets traditionnels (rôle des multinationales dans la mondialisation, transformation des chaînes de valeur, impact de la robotisation, déséquilibres extérieurs intra-européens, effet des migrations sur l'emploi, contribution des immigrés à l'innovation...) à des sujets émergents (identification des dépendances commerciales, retour du protectionnisme, transition écologique, sortie du régime de basse inflation, défis énergétiques en Europe, mécanisme d'ajustement carbone à la frontière, zone de libre-échange continentale africaine, migrations et opinions publiques...).

En 2022, le suivi des questions émergentes et des politiques économiques s'est traduit par de nombreuses conférences (33 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexe p. 87 et 90) et de multiples interventions publiques : notre site internet fait l'objet d'une intense fréquentation (plus de 850 000 pages vues et plus de 300 000 visites ; 198 708 téléchargements, en hausse de 14,1 % par rapport à l'année précédente ; voir annexe p. 77). En 2022, les économistes du CEPII ont publié encore de nombreux articles de presse ou entretiens exclusifs, pour un nombre

total de 1 650 apparitions dans les médias, en hausse de 1,5 % par rapport à 2021. (voir annexe p. 79).

En 2022, les économistes du CEPIL ont continué de publier dans des revues académiques à comité de lecture (19 publications, soit la moyenne des années 2021 et 2020), maintenant ainsi la crédibilité scientifique du centre.

En 2022, les économistes du CEPIL ont investi dans une amélioration de leurs outils d'analyse. Le modèle MIRAGE a une nouvelle fois fait l'objet d'améliorations significatives (environnement, agriculture). Des bases de données ont

été enrichies ou actualisées (taux de change d'équilibre, droit de douane, commerce international et commerce interne, profils pays, élasticités de commerce, ...). De nouveaux modèles ont été construits (contenu carbone des échanges internationaux).

Ce rapport d'activité suit la division habituelle par programme scientifique du CEPIL puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, nous nous sommes efforcés d'associer aux recherches structurantes et inscrites dans la durée, des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Les travaux du programme Analyse du commerce international se sont poursuivis cette année autour du triple objectif d'analyse de la mondialisation et de ses conséquences, d'éclairage du débat public et de mesure du commerce international.

Les projets de recherche ont permis d'approfondir les axes structurant du programme de travail sur l'analyse du rôle des multinationales dans la mondialisation, la transformation des chaînes de valeur mondiales et les enjeux de compétitivité. En particulier, dans la lignée de nos travaux précédents sur le secteur automobile, nous avons analysé l'impact des règles d'origine sur l'organisation de la production automobile dans le contexte du passage de l'ALENA à l'USMCA. La question de l'évitement fiscal des multinationales a également donné lieu à de nouveaux

approfondissements visant à identifier les instruments utilisés par les multinationales et leur importance quantitative. L'analyse de la localisation des activités et de l'organisation spatiale de la production a également été poursuivie afin de mieux comprendre le lien entre activités de production et d'innovation au sein de l'entreprise. Sur l'impact de la mondialisation sur les marchés du travail et les inégalités enfin, de nouveaux travaux ont analysé l'impact de la robotisation sur le positionnement des pays au sein des chaînes de valeur mondiales et sur la part du travail dans la valeur ajoutée.

Au-delà des interventions et de la participation au débat public des membres de l'équipe, plusieurs projets s'inscrivent dans le tournant géopolitique de l'année 2022. Un premier, en lien avec les



dépendances commerciales, a mis en lumière le rôle spécifique de la Chine qui concentre la grande majorité des produits pour lesquels un seul exportateur représente plus de la moitié des exportations mondiales en 2019, position atypique au regard de sa part de marché et de l'expérience historique. Un second analyse les contours du concept d'autonomie stratégique ouverte européenne et les instruments de politique économique qui lui sont associés.

Sur l'aspect de mesure de la mondialisation, le travail moins visible mais fondamental de développement et de mise à jour de nos bases de données s'est poursuivi. La base TradeProd, qui combine commerce international et interne des pays sur longue période, a été finalisée cette année. La base Chelem a également fait l'objet d'un travail d'automatisation pour en faciliter l'actualisation annuelle. La mise à jour et l'entretien des bases BACI, Gravity et des Profils du CEPII ont par ailleurs été réalisés.

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Le programme Macroéconomie et finance internationales (MFI) a concilié cette année la poursuite des travaux structurants de l'équipe avec la nécessaire adaptation de plusieurs projets afin d'appréhender les bouleversements causés par la guerre en Ukraine, la crise énergétique et le retour de l'inflation.

Un premier axe de recherche a porté sur les enjeux macroéconomiques liés aux déséquilibres intra-européens et mondiaux. Il ressort de ces travaux que les facteurs structurels comme la démographie ou les écarts de richesse par habitant sont des déterminants significatifs des déséquilibres extérieurs intra-européens des deux dernières décennies, ce qui souligne les limites de la convergence macroéconomique réelle dans la zone euro. Les évolutions de la demande interne jouent également un rôle crucial pour expliquer ces déséquilibres, mais aussi les évolutions des tissus industriels: les politiques expansionnistes menées en France et en

Espagne dans les années 2000 ont eu pour conséquence non seulement de détériorer leurs soldes commerciaux, mais également d'accélérer la désindustrialisation dans ces pays. Un travail a aussi permis de mettre en évidence les liens entre soldes extérieurs et inégalités en montrant que l'augmentation des inégalités de revenus n'avait conduit à une dégradation des soldes courants que dans les pays avancés, et au sein de ces derniers, parmi ceux connaissant un développement financier important: plus les marchés financiers sont profonds et déréglementés, et plus l'effet des inégalités sur le solde courant est négatif. L'équipe MFI a par ailleurs continué à développer son expertise sur les dynamiques des taux de change. La base de données Eqchange sur les taux de change effectifs et d'équilibre a été enrichie. Un rapport exhaustif sur les mésalignements de taux de change a pointé la relative stabilité de ces mésalignements au niveau mondial, et la situation hétérogène au sein de la zone euro: si l'Allemagne et

les Pays-Bas connaissent toujours une sous-évaluation de leur taux de change effectif réel, la France, l'Espagne ou l'Italie sont proches de leur équilibre. L'équipe MFI a également étudié les liens entre régimes de change, flux commerciaux et dynamiques productives : les résultats montrent une relation négative entre une plus grande fixité du régime de change et la taille du secteur manufacturier, un effet proportionnellement plus important pour les économies moins avancées. Enfin, une étude a mis en évidence que la transmission des chocs de taux de change aux prix à l'exportation dépendait du pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail : plus une entreprise représente une part importante de l'emploi local, et moins elle répercute les variations de taux de change sur ses prix.

En deuxième lieu, le programme de recherche MFI a développé des travaux sur les nouveaux enjeux monétaires et financiers. Une étude a pointé les vulnérabilités financières liées à l'endettement en devises étrangères dans les pays émergents en discutant des pistes permettant de limiter les risques de crises de la dette (coordination des banques centrales dans un contexte de resserrement monétaire, question de la restructuration des dettes avec le rôle de créancier de la Chine, etc.). Plusieurs travaux ont également exploré les causes du retour de l'inflation et montré que le réchauffement climatique et la transition écologique pourraient conduire à sortir du régime de basse inflation que les pays occidentaux ont connu depuis trente ans. C'est aussi les dilemmes macroéconomiques

associés à ce retour de l'inflation qui ont été mis en exergue, notamment l'arbitrage entre la priorité donnée à l'équilibre externe (modèle allemand) et celle accordée à l'équilibre interne (modèle historiquement suivi par la France). Sur les monnaies numériques de banque centrale, enfin, il a été montré qu'elles pourraient permettre un meilleur contrôle de la monnaie à l'étranger et fragiliser à terme l'hégémonie du dollar.

En troisième lieu, le programme de recherche MFI a analysé les dynamiques des prix des matières premières et leurs conséquences macroéconomiques. Un travail a ainsi porté sur les défis énergétiques en Europe liés à la guerre en Ukraine. Dans ce cadre, a été réalisée une cartographie des dépendances des économies européennes aux hydrocarbures russes qui a pointé la forte hétérogénéité des pays de l'UE en la matière et la forte augmentation de la dépendance de l'UE aux approvisionnements extérieurs en énergie depuis vingt ans ; une analyse des différents canaux par lesquels la hausse des prix de l'énergie pouvait déclencher une spirale inflationniste à même de faire craindre le retour de la stagflation ; et une étude des pistes pour permettre aux pays européens de s'émanciper de la dépendance russe, notamment en accélérant la transition énergétique afin de réduire la consommation des énergies fossiles (parmi ces pistes, les mesures de réduction de la demande peuvent être effectives à court terme mais ont un potentiel plus limité que l'accélération des investissements dans les énergies bas-carbone). L'équipe MFI a également traité des questions de dépendance liées aux



minerais et métaux stratégiques et montré que la stratégie mise en place par la Chine depuis le début des années 2000 lui a permis d'acquérir une position dominante dans ce domaine, à la fois en multipliant les investissements directs à l'étranger et en développant des capacités de raffinage dont elle est devenue le leader mondial (elle raffine ainsi 90 % de la production mondiale de terres rares). Des projets ont enfin concerné plus spécifiquement le marché du pétrole. Une étude a ainsi permis de quantifier les effets des tensions politiques sino-américaines sur la dynamique de ce marché, en montrant qu'elles sont associées à une baisse de la demande mondiale de pétrole et à une augmentation de l'offre à moyen terme. Un autre travail est engagé sur l'impact de la communication de l'OPEP sur le comportement des investisseurs sur le marché du pétrole.

Enfin, le programme de recherche MFI a analysé les effets macroéconomiques de la transition écologique. Il s'agissait d'abord de comprendre comment les marchés du travail réagissent face à des changements de grande ampleur nécessitant des réallocations sectorielles qui pourraient préfigurer ceux de la transition écologique. L'analyse des plans sociaux intervenus dans l'industrie ces 20 dernières années a permis

d'apporter un éclairage sur les difficultés d'ajustement du marché du travail français : ces plans sociaux n'ont en effet pas conduit à des réallocations de main-d'œuvre bénéfiques pour les économies locales (les salariés qui retrouvent un emploi travaillent dans des entreprises qui investissent moins et créent relativement moins de valeur), et ont affecté durablement les zones d'emplois (ces dernières connaissent par la suite moins de créations d'entreprises et un taux de chômage plus élevé). Un travail de modélisation de la transition énergétique et des dynamiques d'ajustement du marché du travail a également été engagé afin de quantifier les effets des réallocations sectorielles sur le marché du travail et d'anticiper les conséquences des différentes politiques visant à initier la transition. L'équipe MFI a en outre étudié comment la gouvernance d'entreprise, notamment en passant d'une gouvernance actionnariale à un modèle partenarial, pouvait favoriser les capacités d'adaptation des entreprises face aux défis posés par la réindustrialisation et la transition écologique. Enfin, plusieurs travaux ont été engagés sur l'effet du changement climatique, que ce soit sur le risque souverain dans les économies exportatrices de matières premières agricoles ou sur l'activité économique et le marché du travail français.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Les travaux du programme migrations internationales du CEPII ont porté tant sur des thèmes relativement classiques relatifs à l'impact économique sur les pays d'accueil que sur

des thèmes plus innovants relatifs aux opinions publiques dans ces derniers.

Des études ont été achevées sur (i) la contribution – positive – des

immigrés qualifiés à l'innovation, (ii) l'effet des migrations sur l'emploi des natifs, qui n'a pas été affecté en volume mais tend à être redistribué vers les plus qualifiés, (iii) la part des immigrés dans les métiers essentiels en France, peu différente de celle dans les autres métiers, sauf dans les services à la personne et la santé et (iv) les politiques migratoires mieux ciblées au Canada, dont les résultats sont encourageants. Des travaux sont en cours sur l'impact des politiques migratoires en Italie et en Allemagne et sur les conséquences du droit de vote des immigrés sur les dépenses locales en Suisse.

Les travaux sur le thème migration et opinions publiques ont permis de montrer que (i) le vote populiste est affecté par les migrations en fonction

du niveau de qualification, (ii) la mention systématique des origines des criminels augmente l'importance relative de la criminalité des natifs et réduit les préoccupations de ceux-ci à l'égard de l'immigration (iii) les juges fédéraux américains sont influencés par les vagues migratoires lorsqu'ils prononcent des peines à l'encontre des citoyens d'origine hispanique et (iv) la relative convergence des opinions sur des sujets clivants entre les natifs et les immigrés, notamment ceux arrivés depuis plus de 10 ans.

L'équipe migration a été renforcée en 2022 par l'arrivée de deux économistes qui y ont notamment achevé des travaux commencés antérieurement sur les interactions entre migrations et opinions publiques.

POLITIQUES COMMERCIALES

Le programme Politiques commerciales a été très sollicité en 2022 sur des thèmes allant de l'intégration commerciale en Afrique à la mise en place du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières en passant par la libéralisation du ciel. Ceci a donné lieu à des collaborations amorcées en 2022 et finalisées en 2023 avec France Stratégie, avec le Parlement européen, avec le Joint Research Center de Séville et enfin avec la Commission des Nations unies pour l'Afrique. À côté de ce travail très orienté vers la politique économique, des investissements méthodologiques lourds ont été consentis pour faire évoluer

le modèle Mirage vers la prise en compte de dimensions environnementales supplémentaires et pour le connecter à des approches plus microéconomiques concernant l'agriculture dans le cadre d'un grand projet de recherche européen. Une maquette de l'économie mondiale plus légère a été également développée pour examiner les questions de contenu carbone des échanges internationaux. Un travail important de mise à disposition d'élasticité du commerce a été effectué, et la base de données de droits de douane a été mise à jour.



Programme scientifique

Analyse du commerce international

ENTREPRISES MULTINATIONALES, MONDIALISATION ET TERRITOIRES

L'IMPACT DES RÈGLES D'ORIGINE SUR L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE

Les règles d'origine sont inhérentes aux accords commerciaux régionaux à partir du moment où ce ne sont pas des unions douanières. Deux des accords commerciaux les plus importants, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Union européenne (UE), ont récemment apporté des modifications majeures à ces règles. L'accord USMCA de 2020 remplaçant l'ALENA a rendu ces règles beaucoup plus strictes : il prévoit l'augmentation du niveau de contenu local dans les règles d'origine du secteur automobile de 62,5 % à 75 % et une exigence supplémentaire selon laquelle 40 à 45 % de la valeur de chaque voiture doit provenir d'une zone à salaire élevé. Dans le même temps, suite à sa sortie de l'union douanière de l'UE, la Grande-Bretagne et les 27 États membres restants de l'UE ont dû élaborer de nouvelles règles d'origine pour l'accord de commerce et de coopération (ACC) entre l'UE et le Royaume-Uni.

Le projet a été séparé en deux : le versant théorique a été publié en document de travail du CEPII. Ce travail quantifie les principaux compromis impliqués dans la définition de la rigueur des règles d'origine dans le contexte de l'industrie automobile et montre qu'il existe en général une courbe de Laffer associée à ce type de règle. Un accord plus strict peut augmenter ou diminuer la production régionale de pièces détachées, mais il entraîne inévitablement une hausse des prix. En adaptant notre modèle aux données relatives à l'utilisation de pièces originaires de l'ALENA dans les voitures assemblées dans la région, nous calibrons

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia), Marc Melitz (Harvard University)

Vincent Vicard, en collaboration
avec Kevin Parra-Ramirez
(Sciences Po)

les paramètres clés qui régissent les réactions à des RoO plus strictes. Nous appliquons ensuite le modèle calibré pour évaluer le passage de l'ALENA à l'USMCA ainsi que d'autres contrefactuels intéressants. Une partie empirique fera l'objet d'une publication ultérieure séparée.

Référence :

The Unintended Consequences of High Regional Content Requirements, Keith Head, Thierry Mayer, Marc Melitz, *CEPII Working Paper*, n° 2023-06, mars 2023.

LES INSTRUMENTS DE L'ÉVITEMENT FISCAL DES MULTINATIONALES : UNE ANALYSE QUANTITATIVE À PARTIR DES STATISTIQUES DE BALANCE DES PAIEMENTS

Plusieurs études récentes ont montré l'ampleur de l'évitement fiscal des entreprises multinationales au niveau mondial. L'importance respective des différents instruments d'évitement fiscal – manipulation des prix de transfert, localisation des actifs immatériels et des dettes intra-groupe - reste cependant moins documentée. Ce projet vise à quantifier l'impact des différents instruments d'évitement fiscal des multinationales, en combinant dans une même étude les données individuelles de commerce de bien de la DGDDI avec celles sur le commerce de services et les dettes et revenus d'IDE de la Banque de France. L'utilisation de ces différentes sources permet de donner une vision d'ensemble du phénomène d'évitement fiscal pour la France et d'en quantifier les différentes composantes.

Les estimations indirectes issues des revenus des multinationales à l'étranger permettent d'estimer les profits non déclarés en France à 42 milliards d'euros en 2018. La manipulation des prix de transfert pourrait expliquer un quart de ces profits déplacés à l'étranger. La localisation des dettes intra-groupe apparaît elle aussi influencée par les mécanismes d'évitement fiscal ; elle contribue également sensiblement aux profits non déclarés en France. Enfin, les importations de services aux entreprises depuis les paradis fiscaux, même si elles apparaissent biaisées dans le sens prôné par l'évitement fiscal, n'expliquent qu'entre 3 et 6 milliards d'euros de déplacement de profit. Ces dernières estimations sont cependant les moins robustes du fait de la qualité des données et des difficultés d'identification. Au total, les estimations directes de l'évitement fiscal à partir des données micro apparaissent substantielles pour un pays comme la France. Un écart persiste cependant entre ces estimations directes à partir des instruments d'évitement fiscal et les estimations indirectes basées sur la profitabilité des multinationales. Les principaux travaux économétriques ont été réalisés et devront être consolidés dans la première moitié de l'année pour finaliser le document de travail.



SPÉCIALISATION FONCTIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ PAR FONCTION SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Les choix de localisation des multinationales sur le territoire français font apparaître une surreprésentation des activités de service amont et aval (R&D, conception, marketing...) par rapport aux activités de production, à l'image de pays comme les États-Unis. Cette dissociation géographique des activités par fonction au sein des chaînes de valeur mondiales pose la question de leurs potentielles interactions au sein d'un territoire. Pour la R&D en particulier, la proximité aux activités de production peut être nécessaire pour accompagner le développement des produits mais également favoriser la conception de nouveaux. Ce projet propose d'aborder cette question par le prisme de la localisation des activités des entreprises sur le territoire français, au sein de leurs différents établissements ou filiales pour les groupes.

La richesse des données française permet en effet d'identifier la fonction des salariés et leur répartition, tant au sein des établissements qu'entre établissements dans différents bassins d'emploi en France, information qui n'est pas disponible à ce niveau de détail au niveau international. Ce projet a été intégré au projet européen HORIZON-2021 Rethink-GSC obtenu par un consortium de 11 partenaires européens dont le CEPII. De premiers travaux descriptifs sur les données ont été effectués permettant de mettre en lumière plusieurs dimensions pertinentes de l'analyse, et notamment l'importance du niveau d'analyse (établissement, entreprise, entreprise profilée sur le territoire) et l'hétérogénéité sectorielle de la co-localisation des activités de production et de R&D. Le projet continue en 2023 pour un document de travail prévu à la fin de l'année.

LA RÉACTION DES MULTINATIONALES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES DURANT LA CRISE SANITAIRE

Une grande partie des chaînes de valeur mondiales est coordonnée par des entreprises multinationales. Analyser comment celles-ci ajustent leurs activités (emploi) au sein de leur réseau de filiales lorsqu'elles sont confrontées à des chocs est donc nécessaire pour comprendre l'impact de l'insertion dans les chaînes de valeur sur les territoires. S'il est avéré que les entreprises détenues par des multinationales sont plus productives, elles sont également plus mobiles et plus susceptibles d'être mises en faillite que la moyenne des entreprises. Par ailleurs, au sein des pays, les décisions des entreprises concernant le licenciement des employés ou les investissements entre établissements favorisent les filiales géographiquement plus proches du siège social.

Au niveau régional ou national, l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales est donc susceptible d'affecter la volatilité de l'emploi et la réaction aux chocs selon qu'elle se fait par l'attraction de filiales de multinationales étrangères ou par l'expansion des entreprises nationales à l'étranger au moyen d'investissements directs étrangers. La nationalité

*Pierre Cotterlaz, Farid Toubal,
Ariell Reshef, Vincent Vicard*

*Camilo Umana Dajud, Vincent
Vicard*



d'une multinationale serait donc pertinente pour expliquer les réactions des différents établissements aux chocs. Ce projet vise à approfondir la compréhension de la façon dont les multinationales ajustent leur activité dans différents lieux suite à des chocs en fonction de leur statut, de leur nationalité et de leur localisation en étudiant les performances des établissements depuis la crise de la Covid-19. Ce projet a été décalé du fait du départ pour un an d'un des auteurs à l'OCDE et reprendra à l'été 2023. Il est intégré au projet Horizon-Rethink-GSC.

LA TRANSFORMATION DES CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES ET SES CONSÉQUENCES

*Cecilia Bellora, Malte Thie,
Vincent Vicard, Pauline Wibaux*

SUIVI DES CONSÉQUENCES COMMERCIALES DU BREXIT

Engagé en 2021, le suivi du Brexit a été poursuivi en 2022, structuré par les travaux antérieurs du CEPII sur l'impact attendu du Brexit sur le commerce et le revenu réel du Royaume-Uni et des pays de l'Union européenne. Ce projet de veille n'a pas donné lieu à des contributions sur l'année 2022.

*Ariell Reshef, Gianluca Santoni,
Vincent Vicard, en collaboration
avec Sébastien Jean (CNAM)*

(INTER)DÉPENDANCE ET CONCENTRATION DE LA PRODUCTION : LE RÔLE DE LA CHINE

La crise sanitaire a mis l'accent sur les questions de résilience des chaînes de valeur mondiales et de dépendance aux importations dans certains secteurs jugés critiques. Si ces sujets ne sont pas nouveaux dans l'organisation des chaînes logistiques des grandes entreprises ou pour certains secteurs stratégiques, l'irruption de la Covid-19 a pointé les fragilités potentielles liées à une concentration de la production d'un bien sur un territoire donné.

Le cas chinois apparaît incontournable de ce point de vue, dans la mesure où il concentre la grande majorité de la production des produits pour lesquels un seul exportateur représente plus de la moitié des exportations mondiales en 2019. Cette situation apparaît non seulement atypique aujourd'hui en regard de sa part de marché dans les exportations mondiales, mais également au regard de la situation des dernières décennies du système commercial international : à part de marché égale, l'Union européenne ou les États-Unis n'ont jamais eu une position dominante sur un aussi large éventail de produits. Ce projet a pris du retard mais est en cours de finalisation pour une publication d'un Policy Brief du CEPII au premier semestre 2023.

*Pauline Wibaux, en collaboration
avec Meredith Crowley
(University of Cambridge)*

CONFLITS ET COOPÉRATION DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

La montée des tensions internationales ces dernières années s'est traduite par un recours accru aux mesures protectionnistes, elles-mêmes suivies par des mesures de rétorsion. Cependant, certaines barrières



commerciales peuvent être considérées comme coopératives si leur mise en place correspond au cadre légal de l'OMC. C'est le cas lorsqu'elles sont utilisées pour répondre à des chocs économiques, comme une augmentation soudaine des importations. Dans ces circonstances, le partenaire commercial n'a pas de raison de mettre en place des mesures de rétorsion. La théorie économique suggère que la réponse des pays partenaires dépend de la probabilité que la mesure initiale soit légitime. Dans un environnement international où les tensions sont exacerbées et où le fonctionnement de l'OMC est remis en cause par certains pays, doit-on s'attendre à ce que les représailles commerciales suivent cette logique ? C'est ce que nous analysons dans ce projet, à partir de données sur les mesures antidumping et la dynamique des conflits commerciaux sur la période 1995-2020.

La première partie des résultats est disponible et montre que seuls les États-Unis suivent une règle (suivant la théorie des termes de l'échange) pour l'application des droits anti-dumping. Cette règle a été particulièrement suivie pendant la présidence de Donald Trump, allant à l'encontre des suspicions généralisées selon lesquelles il aurait déclenché un protectionnisme dérégulé. L'Union européenne suit elle aussi cette théorie dans l'application des droits anti-dumping, mais de manière moins prononcée que dans le cas des États-Unis. La deuxième étape du projet, qui repose sur l'analyse des réponses des partenaires commerciaux à l'application de ces droits anti-dumping perçus comme légitime, est en cours et sera finalisée au cours de l'année 2023.

LES EFFETS DE L'AUTOMATISATION VIA LES CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES

Les travaux récents du CEPIL ont montré que l'essor des chaînes de valeur mondiales a contribué à accélérer la baisse de la part du travail dans la valeur ajoutée. Ce projet se propose d'approfondir la question en étudiant comment la robotisation et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales affectent conjointement la part des salaires dans la valeur ajoutée et la spécialisation fonctionnelle au niveau des pays et des secteurs. Jusqu'à présent, la littérature économique a examiné les effets directs de l'automatisation sur les industries qui mettent en œuvre de nouvelles technologies mais pas les effets indirects de la robotisation sur la demande relative de main-d'œuvre via l'intégration de la chaîne de valeur mondiale.

L'analyse se concentre sur un échantillon de 14 industries manufacturières dans 14 pays européens entre 1999-2011. Les résultats montrent que l'augmentation de la participation aux activités amont des chaînes de valeur mondiales (plus éloignées de la demande finale) réduit la part du travail, principalement par le biais de réductions dans les activités de fabrication, mais aussi dans les fonctions de gestion, de marketing et de R&D. Nous ne trouvons par contre aucun effet direct de l'adoption de robots. La robotisation n'affecte la part du travail dans la valeur ajoutée qu'indirectement, en favorisant l'intégration dans l'amont des chaînes

Ariell Reshef, Gianluca Santoni

Pierre Cotterlaz, Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France), Aude Sztulman (Université Paris Dauphine-PSL)

de valeur mondiales. Nous étudions également de nouveaux canaux par lesquels la robotisation rapide en Chine a influencé la robotisation en Europe et, par conséquent, la participation aux chaînes de valeur mondiales.

Référence :

"Automation, Global Value Chains and Functional Specialization", Lionel Fontagné, Ariell Reshef, Gianluca Santoni, Giulio Vannelli, *CEPII Working Paper*, n° 2023-05, mars 2023.

MESURER L'ÉVOLUTION DES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

Les ruptures d'approvisionnement pendant la crise sanitaire en 2020, et les difficultés logistiques du transport maritime en 2021, avaient déjà relancé les interrogations sur l'avenir des chaînes de valeur mondiales. En 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et l'approfondissement de l'affrontement entre les superpuissances américaine et chinoise, ont remodelé le débat autour d'une fragmentation de la production globale au sein des blocs géopolitiques, entre pays "amis".

L'analyse sur longue période du commerce de biens intermédiaires, et celui de pièces et composants en particulier, offre un indicateur de l'évolution des chaînes de valeur mondiales et de la division internationale du travail. La prise en compte des variations de prix des biens constitue un enjeu important de mesure dans ce cas. Si, par exemple, les prix des biens intermédiaires augmentent moins vite que ceux des autres biens, l'absence de prise en compte de cette dynamique induirait une sous-estimation de la croissance des chaînes de valeur mondiales. Ce projet vise à fournir un tableau de l'évolution, en valeur et en volume, des chaînes de valeur mondiales en mobilisant la base de données BACI du CEPII. La méthodologie a été développée et la publication d'une base d'indicateur sera finalisée en 2023.

COMPÉTITIVITÉ ET SPÉCIALISATION

Michel Aglietta, Thomas Grjebine, Vincent Vicard

LES ENJEUX DE COMPÉTITIVITÉ DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La Stratégie nationale bas-carbone adoptée en mars 2020 et le plan de la Commission européenne "Fit for 55" fixent des cibles de réduction d'émissions industrielles de gaz à effet de serre qui vont nécessiter des efforts sans précédent pour le secteur industriel. Dans un système international ouvert, cette nécessaire transition industrielle soulève des enjeux de compétitivité pour des économies nationales potentiellement soumises à des contraintes environnementales différentes. Ces enjeux de conciliation entre impératif écologique et compétitivité sont d'autant plus prégnants aujourd'hui dans des pays affichant un objectif de réindustrialisation de leur économie comme la France.

Ce projet vise à clarifier dans quelle mesure et comment la transition écologique est susceptible d'affecter la compétitivité française, en



termes de dynamique de la spécialisation du tissu productif et de positionnement dans les chaînes de valeur, de maintien d'un solde extérieur équilibré ou de transition industrielle des entreprises comme des salariés. Si la transition écologique génère de nouvelles opportunités de développer en France et en Europe certains secteurs, la concurrence accrue entre États sur les technologies peut entraver cette transition et entraîner de nouvelles dépendances (notamment sur les métaux). Ce projet a pris du retard ; un Policy Brief est en cours d'écriture.

DÉSINDUSTRIALISATION ET RÉINDUSTRIALISATION DANS UN MONDE DE DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX

Ce projet, qui visait à replacer les politiques de réindustrialisation actuelles dans le cadre du système commercial international et des déséquilibres qui le caractérise, a été adapté suite au départ du CEPII de l'un des auteurs. Il a donné lieu à plusieurs contributions distinctes sous la forme de postes de blog, d'article court et de tribune sur les questions de réindustrialisation, recentrées sur le contexte français. Ces contributions font ressortir les spécificités françaises en termes de spécialisation - déficit des biens compensé par un excédent dans les services et les revenus des multinationales françaises à l'étranger -, et au sein d'une Union européenne excédentaire vis-à-vis du reste du monde, qui conditionnent la trajectoire de son tissu industriel national.

Références :

"Réindustrialiser, mais pour quoi faire ?", Vincent Vicard, *Le Blog du CEPII*, Billet, 14 février.

"Réindustrialisation : comment impliquer les multinationales françaises ?", Vincent Vicard, *Le Blog du CEPII*, Billet, 17 janvier

"La France dans l'industrie monde", Vincent Vicard, *Cahiers français*, n° 425, janvier.

"Les déséquilibres engendrés par l'Union européenne fragilisent le système commercial international", Vincent Vicard, *La Croix*, 16 décembre.

EMPLOI ET DÉPENSES DANS LES SERVICES DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE : UNE ANALYSE COMPARATIVE AU SEIN DE L'OCDE

La pandémie SARS-CoV-2 a mis en évidence l'importance des services de santé humaine et d'action sociale dans le domaine économique. Les effectifs et la taille des infrastructures qui peuvent être mobilisés en cas de propagation rapide du virus ont été des éléments clefs pour assurer le fonctionnement de l'ensemble des activités économiques. En dépit de la similarité de leur niveau de développement, les pays avancés ont des structures et des évolutions de dépenses et d'emplois contrastées dans ces services.

Le projet se compose de trois analyses successives. Il s'agira d'abord de comparer les tendances, sur la période 2000-2021, des emplois par

Vincent Vicard, en collaboration avec François Geerolf (University of California)

Laurence Nayman, Deniz Ünal

Lionel Fontagné,
en collaboration avec Armando
Rungi (IMT School for Advanced
Studies), Francesca Micocci
(IMT School for Advanced
Studies Lucca)

grand secteur dans les pays de l'Union européenne et aux États-Unis, puis d'analyser la spécialisation par branche des pays avancés sur le marché de l'emploi en contrastant les structures nationales de l'emploi. Dans un dernier temps, une analyse détaillée de l'emploi dans le secteur de la santé sera effectuée. Les données ont été traitées et la rédaction de la première partie du projet est en cours de rédaction, pour un projet qui continue en 2023.

LES CHOIX DE MARCHÉS DE DESTINATION DES EXPORTATEURS FRANÇAIS

Ce projet explore les choix de produits et destinations des exportateurs français en utilisant les nouvelles techniques statistiques de machine learning. Le projet initial (expliquer et prédire ces portefeuilles) a posé des difficultés numériques en raison de la dimensionnalité du problème : 100 000 exportateurs, 5 000 produits, 200 destinations. Le projet a donc été réorienté vers la question de l'évaluation ex post de l'impact des accords régionaux sur les portefeuilles des exportateurs. Il exploite les informations sur les exportations par firme/produit/destination, et sur le rang des produits dans le portefeuille des firmes. Peut-on corriger avec cet outil de machine learning les limitations habituelles des méthodes en double différence, comme l'interdépendance des produits, des destinations, la sélection des firmes dans les marchés et l'endogénéité du traitement ?

En adoptant une approche produit, on montre que les effets de sélection ne sont que partiellement corrigés. Cette limitation étant assumée, on met en évidence les effets de diversion de commerce attendus. En adoptant une approche firmes on relève que l'effet moyen masque une forte hétérogénéité entre exportateurs. Les exportateurs très orientés initialement vers le marché canadien sont les seuls à bénéficier de l'accord. L'effet (néгатif) de la concurrence – tous les exportateurs européens bénéficiant de l'ouverture du marché – est confirmé par la concentration des exportations sur les produits les plus proches du cœur de compétence de l'entreprise exportatrice. Ce résultat est conforme aux prédictions théoriques des modèles de commerce à firmes multi-produits. Les travaux économétriques ont été finalisés et un document de travail est en cours de rédaction.

Pierre Cotterlaz, Vincent Vicard

UNE COMPARAISON INTERNATIONALE DES DOMAINES D'INNOVATION À PARTIR DES DONNÉES DE BREVET

L'innovation technologique est réalisée dans différentes branches de l'économie et peut concerner différents domaines. Au-delà du niveau total d'innovation, se pose donc la question de sa répartition entre ces différentes branches. Or, on dispose de peu d'éléments sur les potentielles spécialisations de certains pays dans des champs d'innovation spécifiques : dans quelle mesure observe-t-on des spécificités natio-



nales en matière de domaine d'innovation ? Et comment ces spécialisations évoluent-elles dans le temps ?

Un travail exploratoire sur les données de brevet de la base PATSTAT a été conduit et a permis de décrire les secteurs d'innovation de chaque pays. Ce projet a été mis de côté au profit d'autres priorités du programme de travail. Il sera relancé en fonction des priorités, notamment pour déterminer si la structure sectorielle de l'innovation dans un pays est corrélée avec celle de sa production ou de ses exportations.

BASES DE DONNÉES, PROFILS ET OUTILS

CHELEM

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale, mises à disposition sur DBnomics et Moody's. La base CHELEM-Commerce international a été réactualisée en s'appuyant sur les données de l'ONU et d'autres organismes internationaux, ainsi que sur les statistiques nationales pour quelques pays, pour couvrir les données de flux bilatéraux de commerce de 1967 à 2020. Une nouvelle version non publique avec une nouvelle méthode a été élaborée à partir de BACI pour les années postérieures à 1999 afin d'automatiser la mise à jour dans la perspective du départ en retraite de la responsable de la base. La base CHELEM - BAL (Balances des Paiements) a été réactualisée de 1967 à 2020 en s'appuyant sur les données du FMI ainsi que sur les statistiques nationales pour quelques pays. Elle a fait l'objet de deux mises à jour en janvier et avril 2022, pour prendre en compte notamment le Brexit. La base CHELEM - PIB (population, taux de change, PIB en valeur, en volume base 2017 et en volume aux prix et parités de pouvoir d'achat de 2017) a été réactualisée de 1960 à 2027 (1960 à 2021 pour les taux de change) à partir des données de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI, des Nations Unies et des sources nationales. Des indicateurs liant les 3 bases ont été calculés et mis en ligne sur les sites de DBnomics et Moody's.

Références :

Bases de données CHELEM et Indicateurs.

"Base de données sur l'économie mondiale", Alix de Saint Vaulry, In *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, septembre 2022.

BACI - TUV - WTFC

BACI est une base de données sur le commerce bilatéral de plus de 200 pays, désagrégé par produit à un niveau très fin (SH à 6 chiffres, soit plus de 5 000 produits). Une procédure d'harmonisation est appliquée aux valeurs et aux quantités de la base Comtrade des Nations unies. En 2022, la base a été mise à jour pour couvrir la période 1989-2020. Dans

Pierre Cotterlaz, Laurence Nayman, Deniz Ünal

Pierre Cotterlaz

une perspective de réflexion et d'amélioration de nos bases, la guerre en Ukraine a été l'occasion d'étudier la manière dont les échanges d'hydrocarbures sont mesurés dans les données de commerce international, et de mettre en lumière la mauvaise qualité des déclarations pour ces produits.

Les bases de données sur les valeurs unitaires des flux commerciaux, TUV et WTFC, n'ont pas été réactualisées en raison de changements dans les données sources. Une réflexion est en cours sur la manière la plus satisfaisante de produire à l'avenir des données de valeurs unitaires, données peu utilisées par la communauté scientifique.

Références :

BACI, base de données

"Les données de commerce ne sont pas le bon point d'entrée pour connaître les échanges de gaz naturel", Cecilia Bellora, Pierre Cotterlaz, Malte Thie, *Le Blog du CEPII*, 4 avril.

Pierre Cotterlaz

GRAVITY

La base Gravity rassemble l'ensemble des données (commerce, PIB, population, distance physique et culturelle, accords commerciaux, etc.) nécessaires à l'estimation d'équations de gravité, le modèle empirique standard dans l'étude du commerce international. Les données sont disponibles au niveau bilatéral pour 235 pays ou entités depuis 1948. La base a été mise à jour pour actualiser les informations qui ont varié au cours de l'année écoulée et ajouter l'année 2020.

Référence :

"The CEPII Gravity Database", Maddalena Conte, Pierre Cotterlaz, Thierry Mayer, *CEPII Working Paper*, n° 2022-05, juillet.

Pierre Cotterlaz, Carl Grekou,
Houssein Guimbard, Laurence
Nayman, Erica Perego,
Gianluca Santoni, Deniz Ünal

PROFILS DU CEPII

Les Profils du CEPII sont des données visuelles et interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international. En accès libre sur le site du CEPII, ils offrent un outil d'analyse original en utilisant des bases statistiques élaborées par le centre. Les Profils Pays portent sur quatre-vingts économies. Les tableaux et graphiques y figurent sous sept rubriques thématiques: cadrage, projections, balance & change, protection tarifaire, avantages comparatifs, types & gammes, produits & partenaires. Dans le même format, les Profils Régions offrent une partition du monde en huit régions ainsi que dix agrégats géographiques spécifiques. En 2022, l'ensemble des Profils ont été mis à jour.

Références

Base de données interactive en ligne "Profils Pays du CEPII" et "Profils Régions du CEPII".

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence



Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2022-01, août.

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni et Deniz Ünal, *Panorama du CEPII*, n° 2022-02, août.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

EXPORTATIONS, PRODUITS SPÉCIFIQUES ET LOCALISATION DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Ce projet s'intéresse aux modes d'internationalisation des entreprises manufacturières françaises et au lien entre leurs décisions d'investissement à l'étranger et leurs marchés à l'exportation. L'analyse montre que les entreprises ont tendance à localiser leurs nouveaux investissements dans les pays qui représentent une part plus importante de leurs exportations passées. En permettant un meilleur suivi du marché étranger, l'investissement évite la rupture de la relation, dont l'impact sur les profits serait plus préjudiciable dans le cas de partenaires étrangers plus importants. Une augmentation de 10 % des exportations bilatérales accroît la probabilité d'investissement de 3,4 %. Conformément à un mécanisme de sécurisation du marché, à volume d'exportation égal, les entreprises préfèrent les pays qui achètent des biens ayant une spécificité relationnelle plus élevée, car la recherche de nouveaux acheteurs pour ces biens entraînerait des coûts plus élevés en cas de rupture de la relation.

Référence :

"Securing Foreign Markets: Exports, Relational Specificity and New Investment Locations", Giorgia Giovannetti, Gianluca Santoni, Giulio Vannelli, *CEPII Working Paper*, n° 2023-03, février 2023.

Gianluca Santoni, en collaboration avec Giorgia Giovannetti (Università di Firenze), Giulio Vannelli (Université Paris Dauphine-PSL)

DE QUOI L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE OUVERTE EST-ELLE LE NOM ?

Le concept d'autonomie stratégique ouverte s'est progressivement imposé dans le discours des responsables politiques européens pour devenir un axe structurant de la communication de la Commission européenne ces dernières années. Nous analysons dans ce projet les contours de l'autonomie stratégique ouverte européenne et les instruments de politique économique qui lui sont associés. À l'origine issu du monde de la défense, ce concept a été progressivement adapté à la sphère économique, en suivant les mutations du contexte international (tensions géopolitiques, pandémie, militarisation du commerce international). Sans forcément faire consensus auprès des pays membres, l'Union européenne cherche ainsi à renforcer la résilience et réduire les dépendances stratégiques, préserver une concurrence équitable, et défendre et promouvoir les valeurs et les normes européennes. Si

Pauline Wibaux, Vincent Vicard

la mise en œuvre de l'autonomie stratégique ouverte est directement associée aux politiques extérieures de l'UE, et en particulier à la politique commerciale, son champ d'application englobe un ensemble plus large de politiques européennes, tant externes qu'internes (notamment la politique industrielle). De ce point de vue, le concept d'autonomie stratégique ouverte constitue un cadre de mise en cohérence d'instruments de politique économique, pour certains déjà engagés et pour d'autres à un horizon plus lointain.

Référence :

"De quoi l'autonomie stratégique ouverte est-elle le nom?", Vincent Vicard, Pauline Wibaux, In *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, septembre 2022.



Programme scientifique

Macroéconomie et finance internationales

ENTREPRISES MULTINATIONALES, MONDIALISATION ET TERRITOIRES

DIVERGENCES MACROÉCONOMIQUES ET DÉSÉQUILIBRES EXTÉRIEURS

Cette étude a traité de la question des déséquilibres intra-européens en se concentrant sur les déterminants des écarts de soldes courants entre les États membres de la zone euro. Les contributions de plusieurs facteurs explicatifs au cours des deux dernières décennies ont été évaluées.

Les résultats obtenus montrent que les écarts de richesse par habitant restent un déterminant significatif de ces déséquilibres, ce qui souligne les limites de la convergence macroéconomique réelle dans la zone. La compétitivité prix et coût, ainsi que les soldes budgétaires, ont aussi participé à cette divergence macroéconomique croissante. Les résultats mettent également en évidence l'impact des facteurs démographiques dans l'explication des déséquilibres européens.

Enfin, ce travail a souligné le rôle que pourraient jouer la redistribution fiscale et l'investissement au sein de l'Union économique et monétaire pour réduire la divergence des comptes courants dans la zone. Les résultats entrent en résonance avec la volonté des institutions européennes, Commission et Parlement, de développer la résilience économique et énergétique en cas de chocs externes (tels que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine).

Référence :

"Current Account Balances' Divergence in the Euro Area: an Appraisal of the Underlying Forces", Emmanuelle Faure, Carl Grekou, Valérie Mignon, *CEPII Working Paper*, n° 2022-12, décembre.

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Emmanuelle Faure (Université Paris Nanterre)

Axelle Arquié, en collaboration
avec Fabien Tripier (Université
Paris Dauphine)

DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX, INÉGALITÉS ET STAGNATION SÉCULAIRE

Ce projet visait initialement à étudier la dimension internationale de la stagnation séculaire et plus précisément la façon dont les inégalités contribuent à renforcer ce phénomène à l'échelle mondiale. Cependant, à la suite du départ de Fabien Tripier du CEPII et avec le retour de l'inflation qu'a connu l'économie mondiale à la suite du Covid, le projet a été réorienté vers une étude du phénomène d'inflation, de ses déterminants dans le contexte actuel, et des outils à la disposition des banques centrales face à celle-ci. Pour démêler les facteurs d'offre et de demande, le projet a ainsi analysé les évolutions de la demande, et notamment de sa composition, et les contraintes pesant sur l'offre. Le rôle des anticipations et la plausibilité de l'émergence d'une boucle prix-salaires ont également été étudiés.

Références :

"La Fed a-t-elle "failli" ?", Axelle Arquié, *Le Blog du CEPII*, Billet, 19 mai.

"Inflation : la banque centrale américaine a-t-elle "failli" ?", Axelle Arquié, *Alternatives économiques*, 13 mai.

Jérôme Héricourt, en
collaboration avec Océane
Blomme (Université de Lille)

UNE EXPLORATION EMPIRIQUE DES LIENS ENTRE DÉFICITS COURANTS ET INÉGALITÉS

En Allemagne, la forte poussée des inégalités ces 20 dernières années s'est accompagnée d'un excédent courant toujours plus important. Aux États-Unis, la montée des inégalités a été, au contraire, concomitante avec une aggravation du déficit courant. Ce projet visait à essayer de comprendre ce paradoxe en identifiant les différents canaux de transmission entre les inégalités et les soldes courants et à évaluer leur importance relative. Il s'appuie sur le cadre théorique développé par Kumhof *et al.* (2019) qui montre que dans un contexte où les marchés financiers sont très développés, une hausse des inégalités s'accompagne d'une forte augmentation du prix des actifs et d'un creusement du déficit courant, comme aux États-Unis. En revanche, si l'augmentation des inégalités affecte principalement les revenus du travail dans un contexte de marchés financiers moins développés, il en résulte un excédent du compte courant, comme en Allemagne.

À partir d'un travail économétrique reposant sur une base de données de 52 pays entre 1990 et 2019, la relation complexe entre le solde du compte courant et les inégalités de revenus a été étudiée, en mettant l'accent sur les sources potentielles de non-linéarité, c'est-à-dire sur les facteurs susceptibles de changer la direction de cette relation. Les résultats montrent qu'une augmentation d'un écart-type des inégalités de revenus génère une diminution du ratio de la balance courante sur le PIB de -0,5 à -0,9 point de pourcentage dans les pays développés, mais n'induit aucun effet significatif lorsque l'échantillon est élargi aux pays émergents et en développement. Les effets varient le long de la distribution de plusieurs indicateurs de développement économique et



financier : pour les pays affichant un faible PIB par habitant et de faibles niveaux de déréglementation financière et d'ouverture du compte financier, un accroissement des inégalités de revenu améliore le solde de la balance courante. Inversement, l'impact des inégalités de revenus sur le compte courant est d'autant plus négatif que les marchés financiers sont plus profonds, plus déréglementés et plus ouverts. La détérioration du solde de la balance courante est de 1,2 à 1,4 fois plus importante dans les pays où le développement financier est plus élevé, le compte financier plus ouvert, et lorsque l'augmentation des inégalités est due à l'accroissement des plus hauts revenus par rapport à la classe moyenne.

Le document de travail a été publié en avril 2023. Une Lettre du CEPII est planifiée pour l'automne 2023. L'article a été présenté à la conférence du RIEF (co-organisée par le CEPII) en mars 2023, et en séminaire à l'Université de Lille.

RÉGIME DE CHANGE, FLUX COMMERCIAUX ET DYNAMIQUE PRODUCTIVE

Ce projet, inscrit au programme de travail sur deux ans et portant sur l'étude du lien entre régime de change et commerce, visait spécifiquement deux objectifs : (i) apporter un éclairage nouveau sur la relation entre le régime de change et les flux commerciaux entre pays ; (ii) examiner l'effet du régime de change sur la dynamique de la production nationale. De par son positionnement, il visait à combler un manque de la littérature encore focalisée sur l'effet – en termes d'intégration commerciale – des seules unions monétaires et occultant la question des capacités productives.

Le premier axe autour duquel les travaux ont porté est celui du lien entre régime de change et taille de l'industrie. L'analyse économétrique, basée sur un échantillon de plus d'une centaine de pays, a montré l'existence d'une relation négative entre la fixité du régime de change et la taille du secteur manufacturier. Cette relation apparaît toutefois inversement proportionnelle au niveau de productivité/développement des pays : plus les économies sont avancées, moins le régime de change fixe exerce un effet négatif.

La seconde phase de l'analyse lie le régime de change aux flux commerciaux bilatéraux. Elle se différencie des travaux précédents par l'introduction du concept d'union monétaire de facto, regroupant en sus des pays d'une union monétaire ceux en faisant partie – de fait – en raison d'une très faible volatilité avec la monnaie-ancre. Les estimations, basées sur un modèle de gravité, confirment l'existence d'un canal commercial à travers lequel les régimes de change exerceraient un effet négatif sur la taille de l'industrie manufacturière, particulièrement pour les économies avec un différentiel de productivité négatif.

Au total, les analyses révèlent qu'en freinant le mécanisme de transfert de la demande de biens étrangers au profit de biens nationaux (en l'absence de variation nominale du change et en cas de rigidité de prix), le

*Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec Blaise
Gnimassoun (Université de
Lorraine, Nancy)*



En collaboration avec Fabien Tripier (Université Paris Dauphine) et Céline Poilly (Université Aix-Marseille)

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris Nanterre)

régime de change fixe favorise l'accroissement des flux commerciaux bilatéraux agrégés mais avec des conséquences accrues sur les tissus productifs. La fixité de change accélère le processus de spécialisation vers les avantages comparatifs, ce qui, dans le cas d'une petite économie ouverte, peut nuire à son industrie. Cet effet est en outre amplifié par la discipline budgétaire et/ou le rationnement du crédit dans les régimes fixes. Le document de travail est en cours de rédaction.

RETOUR DU PROTECTIONNISME ET CHÔMAGE : LE RÔLE DE L'INCERTITUDE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Le projet portait sur les effets économiques de l'incertitude de la politique commerciale. Il visait à étudier les effets de cette incertitude sur le marché du travail américain. Ce projet a été abandonné à la suite du départ de Fabien Tripier du CEPII.

MESURER LES DÉSÉQUILIBRES : EXTENSION DE LA BASE DE DONNÉES EQCHANGE

Ce projet s'inscrit dans le cadre du développement de la base EQCHANGE du CEPII. Cette dernière propose plusieurs estimations basées sur la méthodologie BEER (Behavioral Equilibrium Exchange Rate) qui constitue l'une des deux principales approches retenues dans la littérature pour déterminer la valeur d'équilibre des taux de change.

L'objectif de ce projet était de compléter cette base avec des estimations de taux de change d'équilibre et de mésalignements fondées sur la deuxième approche majeure, la méthodologie FEER (Fundamental Equilibrium Exchange Rate). Alors que l'approche BEER s'inscrit dans une perspective de long terme, le taux de change d'équilibre fondamental constitue une référence de moyen terme. Les estimations nécessaires à l'approche FEER sont en cours de réalisation (notamment l'estimation des élasticités-prix du commerce extérieur).

Ce travail a été complété par la publication d'un rapport visant à fournir une vue d'ensemble des mésalignements de taux de change pour 2021. Il met en évidence la relative stabilité des mésalignements de devises au niveau mondial. Parmi les économies avancées, la situation est restée globalement inchangée. Le dollar américain a enregistré une baisse modérée de sa surévaluation ; la livre sterling et le dollar canadien n'ont pas connu de mouvements significatifs. La zone euro se caractérise par des situations diverses, avec des sous-évaluations du taux de change effectif réel en Allemagne, en Irlande et aux Pays-Bas, tandis que la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne étaient proches de leur équilibre. Dans les économies émergentes, c'est la livre turque qui a enregistré les fluctuations les plus importantes par rapport au dollar américain, ce qui a accentué sa sous-évaluation. Le renminbi chinois a connu un mouvement haussier qui a légèrement érodé sa sous-évaluation et l'a aligné sur sa valeur fondamentale.



Référence :

"EQCHANGE Annual Assessment 2022", Carl Grekou, CEPII *Working Paper*, n° 2022-13, décembre.

ENJEUX MONÉTAIRES ET FINANCIERS**LES DOCTRINES MONÉTAIRES À L'ÉPREUVE DES TRANSFORMATIONS DU RÉGIME DE CROISSANCE : UNE COMPARAISON FED/BCE.**

Michel Aglietta

Ce projet visait à analyser les défis auxquels sont confrontées les principales banques centrales face aux incertitudes nées de multiples perturbations : des vagues de Covid-19 depuis début 2020 à la crise énergétique de 2022, en passant par les événements désastreux générés par le changement climatique, la guerre en Ukraine et la crise de l'immobilier en Chine. Dans ce contexte, l'analyse a permis de mettre en évidence les difficultés rencontrées par les banques centrales pour lutter contre une inflation élevée et persistante, tout en limitant le risque d'une récession grave ou prolongée. Les conséquences d'un manque de coopération, amenant les banques centrales à surenchérir les unes par rapport aux autres dans le relèvement de leur taux directeur, ont également été étudiées. Pour mieux comprendre les réactions des autorités monétaires, un examen des cadres de politique monétaire de la Fed et de la BCE a été entrepris afin de mettre en évidence les raisons pour lesquelles elles ont été amenées à abandonner leur "forward guidance". Le projet a aussi permis d'analyser les risques financiers plus spécifiques dans les pays émergents, et les marges de manœuvre limitées des banques centrales dans ce contexte.

Référence :

"Central Bank monetary policy strategies amid turmoil in the world economy", Michel Aglietta, Sabrina Khanniche, CEPII *Policy Brief*, n° 2022-39, novembre.

LA RÉSISTANCE DES BANQUES À LA CRISE DE LA COVID-19 : UNE COMPARAISON EUROPE - ÉTATS-UNIS

Erica Perego, en collaboration avec Fabien Tripier (Université Paris Dauphine)

Ce projet visait à s'intéresser à l'évolution des secteurs bancaires européens et américains dans un contexte post-Covid et à analyser les chocs qui pourraient les fragiliser.

Il a été abandonné à la suite du départ de Fabien Tripier du CEPII.

L'ESSOR DES MONNAIES NUMÉRIQUES DE BANQUE CENTRALE

Michel Aglietta

En créant une concurrence entre monnaie publique et monnaies privées, en lieu et place de la hiérarchie entre monnaie de banque centrale et monnaies bancaires, les technologies numériques pourraient déstabiliser l'ordre monétaire. L'objectif de ce projet était d'analyser la réponse



des autorités monétaires de différents pays pour réaffirmer la souveraineté monétaire des banques centrales, au travers notamment du développement des monnaies numériques de banque centrale.

Les conséquences de l'essor des monnaies numériques de banque centrale sur le système monétaire international ont en particulier été étudiées – des monnaies numériques qui pourraient permettre un meilleur contrôle de la monnaie à l'étranger et fragiliser à terme l'hégémonie du dollar. Les projets de systèmes transfrontaliers d'échanges de devises digitales ont également été analysés dans cette perspective. Ce travail a donné lieu à la publication d'un ouvrage.

Références :

"La course à la suprématie monétaire mondiale", Michel Aglietta, Guo Bai, Camille Macaire, Éditions Odile Jacob, 295 pages, avril.

"L'émergence des monnaies numériques de banques centrales peut rebattre les cartes du système monétaire international", Michel Aglietta, *Le Monde*, 19 avril.

"Essor des monnaies numériques de banque centrale et fragmentation du système monétaire international", Michel Aglietta, *Les Échos*, 20 avril.

"Quand le yuan numérique s'éveillera... peut-être", Michel Aglietta, *Le Figaro*, 24 avril.

"La course à la suprématie monétaire mondiale", Michel Aglietta, *Alternatives Économiques*, 2 juin.

"Le futur de la (crypto) monnaie", Michel Aglietta, *Contrepoints*, 9 février.

En collaboration avec Fabien Tripier (Université Paris Dauphine) et Stéphane Lhuissier (Banque de France)

NOUVEAUX RISQUES LIÉS À STABILITÉ FINANCIÈRE : UN INDICATEUR DE SUIVI DES CYBER-RISQUES

Ce projet visait à développer un indicateur de suivi du risque cyber permettant de mesurer sa propagation et de distinguer les évolutions de ce risque spécifiques au secteur financier. Il a été abandonné à la suite du départ de Fabien Tripier du CEPII.

CAUSES ET CONSÉQUENCES MACROÉCONOMIQUES DES DYNAMIQUES DES MATIÈRES PREMIÈRES

Carl Grekou, Valérie Mignon, Lionel Ragot

ENCHÉRISSEMENT DES MATIÈRES PREMIÈRES : HAUSSE PASSAGÈRE OU PRÉLUDE D'UN "NEW NORMAL" ?

Deux projets ont ici été réalisés : l'un sur les métaux stratégiques (*Lettre du CEPII*), l'autre sur les conséquences énergétiques de la guerre en Ukraine (*Policy Brief CEPII*).

Les minerais et métaux stratégiques sont au cœur d'enjeux économiques et géopolitiques considérables. Indispensables aux technologies bas-carbone, leur rôle est crucial dans le processus de transition



énergétique. Après avoir dressé un panorama des différents minerais et métaux stratégiques et de leurs usages, cette *Lettre du CEPII* décrit la stratégie mise en place par la Chine afin d'acquérir une position dominante dans le domaine. Ainsi, malgré son sous-sol riche en ressources naturelles, qui fait d'elle un producteur majeur sur plusieurs marchés, la Chine a commencé à se tourner vers l'extérieur pour ses approvisionnements en métaux stratégiques. Elle a mis en place de vastes politiques d'internationalisation de ses entreprises afin de développer et exploiter des gisements miniers de grande ampleur et/ou stratégiques. Les investissements directs à l'étranger ne rendent compte que d'une partie de la présence chinoise dans ces secteurs du fait de la diversité des moyens qu'elle utilise : acquisitions ou prises de participation dans des sociétés locales et/ou internationales, développement de nouveaux projets miniers, trocs de projets d'infrastructures contre matières premières, coentreprises, prêts, etc. À cela s'ajoute le renforcement de son poids dans les activités de raffinage qui fait d'elle le leader mondial dans cette activité. Face à cette hégémonie, la *Lettre du CEPII* présente les diverses pistes qui s'ouvrent aux économies occidentales pour s'extraire de la dépendance chinoise : diversifier leurs approvisionnements, réaliser des stocks stratégiques, favoriser l'exploitation des ressources sur leur sol, développer les politiques de recyclage et renforcer leurs investissements à l'étranger.

Le *Policy Brief* traite des bouleversements et défis énergétiques en Europe liés à la guerre en Ukraine. Il analyse en particulier les enjeux pour l'Europe du conflit russo-ukrainien sur les marchés gazier et pétrolier. Pour cela, un panorama complet de la production et des échanges de gaz et de pétrole prévalant avant la guerre a été réalisé, ce qui a permis de préciser les dépendances des économies européennes aux hydrocarbures russes. Ce travail a aussi décrit de façon approfondie les différents canaux via lesquels le choc de hausse des prix de l'énergie pourrait déclencher une spirale inflationniste à même de faire craindre le retour d'un phénomène de stagflation. La devise européenne n'est pas épargnée par ce conflit et sa dépréciation participe à la transmission de la hausse des prix de l'énergie à l'inflation de la zone euro. Plusieurs pistes ont enfin été explorées pour permettre aux pays européens de s'émanciper de la dépendance russe : (i) introduction d'une réelle concurrence sur le marché gazier et prévention d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en réglementant les obligations de stockage, (ii) diversification des sources d'approvisionnement en hydrocarbures et (iii) accélération de la transition énergétique en dépit des obstacles de court terme.

Références :

"La dépendance de l'Europe au gaz russe : état des lieux et perspectives", Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon, Lionel Ragot, *Revue d'Économie Financière*, n° 147, p. 227-242.

Valérie Mignon, en collaboration avec Yifei Cai (University of Western Australia) et Jamel Saadaoui (Université de Strasbourg)

Valérie Mignon, en collaboration avec Celso Brunetti (Board of Governors of the Federal Reserve System) et Marc Joëts (Université Paris Nanterre)

"Guerre en Ukraine : bouleversements et défis énergétiques en Europe", Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon, Lionel Ragot, *CEPII Policy Brief*, n° 2022-37, mai.

"Dépendance aux énergies russes : l'Europe paye les frais d'une politique "cupide"", Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon, Lionel Ragot, *La Tribune*, 25 mai.

"Pourquoi l'euro fait-il les frais de la guerre en Ukraine ?", Valérie Mignon, *boursorama.com*, 25 avril.

"Metalli strategici: il dominio cinese", Tanguy Bonnet, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon, *Energia*, n° 3.2022, p. 40-44.

TENSIONS POLITIQUES SINO-AMÉRICAINES ET DYNAMIQUE DU MARCHÉ PÉTROLIER

Ce projet visait à examiner les effets des chocs sur les relations politiques entre les États-Unis et la Chine sur le marché pétrolier. En utilisant une mesure quantitative de ces relations, les impacts de ces dynamiques politiques sur la demande, l'offre et les prix du pétrole sur la période 1971-2019 ont été étudiés.

Les estimations réalisées montrent que les tensions politiques entre la Chine et les États-Unis tirent la demande de pétrole brut vers le bas, reflétant les craintes d'un ralentissement économique mondial, et augmentent l'offre de pétrole à moyen et long termes. La menace potentielle portée à la domination américaine en raison du rôle international croissant de la Chine alimente un climat d'incertitude qui se reflète sur le marché pétrolier. Globalement, les résultats montrent que des facteurs autres que les forces du marché, à l'instar des tensions politiques entre les États-Unis et la Chine, influencent le marché pétrolier. Les impacts de telles tensions peuvent être très importants, et ont conduit la Chine à développer de nouveaux partenariats stratégiques – notamment avec l'Iran.

Références :

"Not All Political Relation Shocks Are Alike: Assessing the Impacts of US-China Tensions on the Oil Market", Yifei Cai, Valérie Mignon, Jamel Saadaoui, *Energy Economics*, août.

"Not All Political Relation Shocks Are Alike: Assessing the Impacts of US-China Tensions on the Oil Market", Yifei Cai, Valérie Mignon, Jamel Saadaoui, *CEPII Working Paper*, n° 2022-07, août.

IMPACT DE LA COMMUNICATION DE L'OPEP SUR LE COMPORTEMENT DES INVESTISSEURS SUR LE MARCHÉ DU PÉTROLE

Ce projet, commencé en 2021 et inscrit au programme de travail sur deux ans, vise à étudier la réaction des investisseurs sur le marché pétrolier aux différents signaux provenant des communications publiques de l'OPEP, via ses sommets ordinaires et extraordinaires.

Après avoir collecté les informations issues des conférences de presse de l'OPEP, une analyse approfondie de la structure de la communication



du cartel, via l'utilisation des techniques de text mining (topic model), a été réalisée. Celle-ci a permis d'identifier les sujets sur lesquels l'OPEP communique le plus et de dresser leur évolution au cours du temps. À partir de cette analyse et grâce à l'utilisation de techniques économétriques appropriées (multinomial logit-lasso regression), des indicateurs de communication fondés sur les sujets les plus "pertinents", c'est-à-dire ayant le plus d'impact sur le marché pétrolier, ont été construits. La façon dont les investisseurs perçoivent ce signal a été modélisée afin d'établir le lien entre leur comportement spéculatif sur les marchés et la communication de l'OPEP.

Le document de travail est en cours de finalisation.

LES EFFETS MACROÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET EFFETS REDISTRIBUTIFS DES RÉALLOCATIONS SECTORIELLES – UN MODÈLE MACROÉCONOMIQUE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Axelle Arquié, Thomas Grjebine,
Christophe Gouel

L'objectif de ce projet, commencé en 2022 et inscrit sur 2 ans au programme de travail, est de quantifier les effets des réallocations sectorielles induites par la transition énergétique sur le marché du travail. Pour ce faire, un modèle théorique à la Artuç *et al.* (2010) est en train d'être développé et estimé sur données françaises. Évaluer les capacités d'ajustement du marché du travail est en effet fondamental afin d'anticiper les obstacles à une telle transition. Le modèle développé doit permettre d'estimer les réallocations induites par différentes politiques visant à initier la transition (comme par exemple l'instauration d'une taxe carbone). En particulier, les réallocations sectorielles entre secteurs intensifs en énergie fossiles et secteurs propres, et selon le type de travailleurs (qualifiés, non qualifiés), seront étudiées. La modélisation s'appuie sur deux dimensions principales : d'une part, une modélisation de la transition énergétique, et d'autre part une quantification des dynamiques d'ajustement sur le marché du travail.

Le projet a déjà permis de quantifier les flux de main-d'œuvre entre secteurs en France à partir de données microéconomiques avec pour objectif l'estimation du coût non pécuniaire d'un changement de secteur pour les travailleurs - paramètre nécessaire à l'estimation du modèle. Les effets redistributifs, induits par les réallocations sectorielles, doivent maintenant être étudiés grâce à la distinction des ménages selon leur niveau de qualification. Le volet "transition énergétique" du modèle doit également être complété.

Référence :

"Trade Shocks and Labor Adjustment: A Structural Empirical Approach", Erhan Artuç, Shubham Chaudhuri et John McLaren, *American Economic Review*, vol. 100, juin 2010.



Axelle Arquié, Thomas Grjebine

EFFETS D'HYSTÉRÈSE DE LA DÉINDUSTRIALISATION : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

La transition écologique constitue un défi majeur pour l'industrie, qui sera confrontée à une transformation des modes de production et à une concurrence internationale intense dans les industries vertes. Elle induira d'importantes réallocations sectorielles au sein de l'industrie, et entre industrie et services, ajustements qui auront des effets significatifs sur l'emploi et sur les niveaux de salaires des travailleurs des secteurs les plus polluants.

L'objectif de ce projet était de mieux comprendre comment le marché du travail français réagit face à des changements de grande ampleur nécessitant des réallocations sectorielles. À ce titre, les effets des plans sociaux intervenus dans l'industrie entre 1997 et 2019 éclairent les capacités d'ajustement du marché du travail français face à des chocs passés qui pourraient préfigurer ceux de la transition écologique. Nos résultats mettent tout d'abord en évidence que ces plans sociaux se sont traduits par un fort coût individuel en matière d'emploi et de salaire. Contrairement à l'hypothèse de destruction créatrice, ils n'ont pas permis de réallocations de main-d'œuvre bénéfiques pour l'économie locale. Les salariés qui ont retrouvé un emploi travaillent dans des entreprises plus petites, moins créatrices de valeur et qui ont en moyenne un taux d'investissement 36 % plus bas que celles où sont employés les salariés n'ayant pas subi de plan social. Les zones d'emplois où un plan social a eu lieu connaissent, en outre, moins de créations d'entreprises, les emplois y sont plus précaires et le taux de chômage y est, 6 ans après, 12 % supérieur à celui des zones non touchées.

Références :

"Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?", Axelle Arquié, Thomas Grjebine, *La Lettre du CEPII*, mars 2023.

"Are mass layoffs individually costly but socially beneficial?", Axelle Arquié, Thomas Grjebine, *CEPII Working Paper*, à paraître.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE, RÉINDUSTRIALISATION ET DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX : UNE COMPARAISON FRANCE ALLEMAGNE

Ce projet visait à étudier comment la gouvernance d'entreprise peut affecter les capacités d'adaptation des entreprises face aux défis posés par la réindustrialisation et la transition écologique. Les entreprises doivent en effet opérer des changements profonds pour affronter les défis du développement durable. Trois changements majeurs dans la gouvernance d'entreprise ont été analysés. Le premier réclame d'abandonner la gouvernance actionnariale au profit d'un modèle partenarial, comme garant de l'engagement de l'entreprise dans la transition énergétique et écologique. Le deuxième nécessite d'adopter une politique

Michel Aglietta, en collaboration
avec Renaud du Tertre
(Université Paris-Diderot)



de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin que celles-ci intègrent dans leurs stratégies les objectifs de développement durable sur lesquels elles peuvent agir et qu'elles peuvent rendre opérationnels. Enfin, a été analysée l'importance de la mise en place d'un référentiel sous la forme d'indicateurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), qui soit harmonisé au plan européen, afin que les entreprises soient en mesure de définir de façon explicite et lisible les objectifs visés, d'en évaluer les résultats et d'orienter massivement l'investissement vers des "activités vertes".

Ces changements devraient prendre un tour nouveau dans un futur proche avec le coup d'accélérateur donné par la Commission européenne en matière de développement durable, ainsi qu'avec l'alerte lancée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur l'urgence de renforcer la lutte contre le changement climatique.

Référence :

"Quelle gouvernance d'entreprise pour la transition énergétique et écologique?", Michel Aglietta, Renaud du Tertre, *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, septembre.

LE CAPITALOCÈNE : GENÈSE, CRISE ET RÉGULATION.

Le dépassement des limites planétaires est un facteur de crise majeure pour le XXI^e siècle. La cause historique essentielle de cette dynamique est l'accumulation capitaliste. Elle engendre un risque inédit pour sa propre perpétuation et pour l'ensemble de l'humanité.

Ce projet a donné lieu à un ouvrage (en voie de publication) dont la première partie est rétrospective. Elle souligne que les fondements de la crise écologique actuelle viennent de loin. Dès les débuts de l'ère industrielle, les formes successives du rapport salarial se sont appuyées sur une nature apparemment gratuite ("cheap nature"). Les régimes d'accumulation successifs ont accéléré, sous des formes variées, la dynamique de dépassement de ces limites. L'analyse reprend ainsi l'étude des modes de régulation historiques du capitalisme en insistant sur les déséquilibres socio-écologiques, dus principalement à la question énergétique, qui sont au cœur de ces modes de régulation. L'ouvrage étudie comment la mobilisation des sources énergétiques (plus largement des ressources primaires), nécessaires à la poursuite de la plus-value, a pu influencer l'accélération de ces déséquilibres. Ce travail met également en évidence les relations entre franchissement des limites planétaires et accumulation des vulnérabilités financières.

La deuxième partie de l'ouvrage, fondée sur la théorie de la viabilité, visait à élaborer les principes fondamentaux d'une régulation du capitalocène au XXI^e siècle et à rechercher les politiques concrètes qui doivent en découler pour éviter la catastrophe relativement au bien-être intergénérationnel. L'ouvrage doit être publié à l'automne 2023.

Michel Aglietta, en collaboration avec Étienne Espagne (World Bank)

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

Carl Grekou, Thomas Grjebine

DÉFICITS COMMERCIAUX ET DÉSINDUSTRIALISATION : LE RÔLE DE LA DEMANDE

Alors que les déséquilibres intra-européens se sont réduits depuis une dizaine d'années, avec l'Espagne et l'Italie qui connaissent des excédents commerciaux depuis 2012, la divergence persiste entre l'Allemagne et la France, les deux principales économies de la zone euro. Ce projet a permis de mettre en évidence le rôle de la demande interne comme un déterminant essentiel pour comprendre ces évolutions, mais aussi les écarts de performances à l'exportation (notamment dans les années 2000) entre l'Allemagne d'un côté, et la France, l'Espagne et l'Italie, de l'autre.

Ce travail a également permis de montrer que les évolutions de la demande interne constituent un déterminant des évolutions des tissus industriels. Les politiques expansionnistes menées en France, en Espagne et en Italie dans les années 2000 ont ainsi eu pour conséquence d'accélérer la désindustrialisation dans ces pays. Une analyse des dilemmes des politiques budgétaires expansionnistes a enfin été réalisée : bénéfiques sur l'activité à court terme, elles ne sont pas sans conséquences sur le solde commercial et la compétitivité industrielle.

Références :

"Déficits commerciaux et désindustrialisation : la faute de la demande ?", Carl Grekou, Thomas Grjebine, *La Lettre du CEPII*, n° 426, avril.

"Pourquoi l'Allemagne est en partie responsable de la désindustrialisation française", Carl Grekou, Thomas Grjebine, *Alternatives économiques*, 13 mai.

"Si l'équilibre du commerce extérieur est une priorité pour l'Allemagne, c'est, pour la France, davantage une variable d'ajustement", Thomas Grjebine, *Le Monde*, 3 juin.

Thomas Grjebine

RETOUR DE L'INFLATION ET DILEMMES MACROÉCONOMIQUES ASSOCIÉS

Alors que l'inflation avait quasiment disparu des radars, elle a atteint, dans de nombreux pays avancés, des taux jamais vus depuis plusieurs décennies. Cette envolée des prix est en partie conjoncturelle avec le cumul, côté demande, d'une augmentation forte liée notamment aux plans de relance et, côté offre, de perturbations dans les approvisionnements accentuées par des crises multiples (dont la guerre en Ukraine en est la manifestation la plus dramatique).

L'objectif de ce projet était tout d'abord d'analyser si, au-delà de ces facteurs conjoncturels, des facteurs plus durables pourraient conduire à sortir du régime de basse inflation que les pays occidentaux ont connu depuis trente ans. La mondialisation, qui permettait de tirer les prix vers le bas, pourrait être durablement affectée, notamment par les tensions



géopolitiques. Cette mondialisation s'est par ailleurs accompagnée d'une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée qui a suscité des tensions croissantes et des demandes de rééquilibres salariaux, qui pourraient alimenter l'inflation. Le réchauffement climatique et la transition écologique pourraient eux aussi être une source durable de hausse des prix.

Les dilemmes macroéconomiques associés à ce retour de l'inflation ont été ensuite analysés. Les gouvernements doivent ainsi arbitrer entre la priorité donnée à l'équilibre interne et celle accordée à l'équilibre externe. Si les politiques économiques menées en Allemagne sont symptomatiques de la priorité donnée à l'équilibre externe (choix de la modération salariale pour préserver la compétitivité et l'industrie), la France a au contraire privilégié historiquement l'équilibre interne (modèle économique davantage orienté vers la consommation). Les conséquences du retour de l'inflation sur la gestion des dettes publiques et sur la difficulté à engager la transition écologique ont également été analysées.

Références :

"Le retour de l'inflation et des dilemmes macroéconomiques qui vont avec", Thomas Grjebine, dans *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, p. 39-53, septembre.

"Vue d'ensemble: l'économie mondiale évitera-t-elle le précipice?", Thomas Grjebine, dans *L'économie mondiale 2023*, La Découverte, p. 7-22, septembre.

"Greenflation" : les enjeux de la première crise de la transition écologique", Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Billet du 9 mars.

"L'inflation à l'assaut du consensus pro-industrie en Allemagne", Thomas Grjebine, *Le Blog du CEPII*, Billet du 21 septembre.

"Inflation: quelles répercussions sur l'économie mondiale?", Thomas Grjebine, *TV5*, 24 juin.

"Inflation, dette, pénuries... La guerre en Ukraine augmente la vulnérabilité des économies émergentes", Thomas Grjebine, *Le Monde*, 27 mars.

"Hausse des prix des conteneurs: le coup de grâce porté à la mondialisation?", Thomas Grjebine, *Marianne*, 9 janvier.

"(Ré)industrialiser pour pouvoir augmenter les salaires: le précédent de Mai 1968", Thomas Grjebine, *Libération*, 19 décembre.

"France-Allemagne: une relation économique intense mais déséquilibrée", Thomas Grjebine, *Les Échos*, 22 janvier 2023.

"La BCE de nouveau en soutien des dettes souveraines", Thomas Grjebine, *La Croix*, 15 juin.

BOOMS IMMOBILIERS ET DIVERGENCE DE LA PRODUCTIVITÉ EN EUROPE

L'objectif de ce projet était d'étudier le rôle des réallocations sectorielles dans la divergence de productivité en Europe. Nos résultats suggèrent

Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, en collaboration avec Fabien Tripier (Université Paris Dauphine)



que ces réallocations ont joué un rôle important dans les dynamiques de productivité en Europe entre 2000 et 2015. En comparant la productivité historiquement observée à celle qui aurait été mesurée si la structure sectorielle était restée la même qu'en 2000, on observe ainsi que les gains de productivité auraient été deux fois plus importants en France ; l'Espagne n'aurait pas connu de baisse de sa productivité en l'absence de ces réallocations.

Les booms immobiliers sont un des facteurs explicatifs de ces réallocations. Ils ne conduisent pas seulement à des réallocations vers la construction, mais affectent la taille relative de tous les secteurs et transforment ainsi la structure de l'économie. Lors d'un boom immobilier, les entreprises ou les secteurs disposant le plus de capital immobilier grossissent davantage, car ils bénéficient de l'augmentation des prix immobiliers qui accroît la valeur de leur capital, ce qui leur permet d'emprunter davantage et donc d'investir en proportion. Les effets sur la productivité agrégée viennent ainsi des effets de réallocations entre secteurs, les secteurs les moins productifs bénéficiant de la hausse des prix immobiliers au détriment des secteurs plus productifs dans le cas des pertes de productivité liées aux réallocations. Les réallocations sectorielles découlant des chocs de prix immobiliers ont ainsi pour effet d'induire des pertes et des gains de productivité significatifs, ce qui a accentué la divergence entre pays européens – l'Allemagne bénéficiant de la baisse des prix sur la majeure partie de la période étudiée, alors que l'Espagne ou la France ont subi l'effet négatif des hausses de prix sur la composition sectorielle de leurs économies.

Références :

"Sectoral Reallocations, Real-Estate Shocks, and Productivity Divergence in Europe", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier, *Review of World Economics*, vol. 1(159), p. 101-132, avril.

"Real estate booms are behind Europe's productivity divergence", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier, *voxeu.org*, 9 septembre.

"L'immobilier, ce fauteur de troubles économiques majeurs auquel personne ne s'intéresse vraiment", Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier, *atlantico.fr*, 30 mai.

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Malik Curuk (Tilburg University) et Gonzague Vannoorenberghe (Université Catholique de Louvain)

TRANSMISSION DES CHOCS DE TAUX DE CHANGE ET POUVOIR DE MARCHÉ DES ENTREPRISES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Ce projet s'intéresse au rôle du marché du travail dans la transmission des variations de taux de change aux prix des biens échangeables, et plus précisément à l'influence du pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail sur la relation entre taux de change et prix à l'exportation.

L'article présente tout d'abord un cadre théorique basé sur des marchés du travail "oligopsoniques", ainsi que sur une hétérogénéité productive concernant à la fois les entreprises et les travailleurs. Cette inclusion d'un pouvoir de marché des entreprises sur le marché du travail conduit



notamment à prédire qu'une entreprise représentant une grande part de l'emploi dans une région donnée répercutera moins les variations de taux de change dans ses prix. Le pouvoir de marché sur le marché du travail étant variable d'une entreprise à une autre, on s'attend à ce que l'intensité de la transmission des variations du taux de change soit également hétérogène.

La pertinence empirique de ces mécanismes a été évaluée en deux temps. Tout d'abord, à partir de données d'entreprises manufacturières françaises détaillées, nous avons construit les parts d'emploi de chaque entreprise sur les marchés du travail locaux, et identifié d'autres facteurs qui pourraient limiter la transmission des variations de change (pouvoir de marché sur le marché des biens, taille de l'entreprise, part des intrants importés...). En accord avec les prédictions du modèle, les résultats obtenus confirment que les entreprises représentant des parts d'emploi plus importantes sur leur marché du travail local répercutent moins les chocs de taux de change sur leurs prix à l'exportation. Dans un second temps, le modèle a été calibré afin de quantifier le rôle du pouvoir de marché des entreprises sur la relation entre taux de change et prix à l'exportation en France.

Le document de travail est en cours de finalisation et doit être soumis d'ici à l'été 2023.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUE SOUVERAIN DANS LES ÉCONOMIES EXPORTATRICES DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit une augmentation significative de la fréquence, de la durée et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les vagues de chaleur et les fortes pluies. Ce changement climatique pourrait avoir d'importantes conséquences pour les économies en développement, notamment celles fortement dépendantes de l'agriculture qui constitue un secteur clé de leur croissance économique. Ce projet vise à éclairer le rôle joué par le changement climatique dans la dynamique du risque souverain des économies en développement exportatrices de matières premières agricoles.

Ce projet a débuté par une étude des potentiels mécanismes explicatifs du lien entre le changement climatique et le risque souverain, ce qui a permis d'identifier plusieurs canaux de transmission (l'activité économique, le solde budgétaire du gouvernement, les réserves de change et l'apparition de conflit). Une analyse économétrique doit maintenant être menée afin d'identifier leur pertinence pour expliquer la relation entre changement climatique et risque souverain. À cette fin, une base de données est en construction. La première étape de sa constitution a permis l'identification des pays exportateurs de matières premières agricoles en utilisant la base de données BACI du CEPII. Une réflexion sur les indicateurs du changement climatique à mobiliser pour l'analyse est en cours de réalisation.

*Florian Morvillier, Erica Perego,
en collaboration avec Axel
Ehouman (Université Paris-
Nanterre)*

Axelle Arquié, Florian Morvillier,
en collaboration avec Chouaib
Jouf (Université Paris-Nanterre)

CHANGEMENT CLIMATIQUE, ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET MARCHÉ DU TRAVAIL EN FRANCE : UNE HÉTÉROGÉNÉITÉ SECTORIELLE ?

Météo France note que sur les 35 dernières années, les vagues de chaleur ont été trois fois plus nombreuses que sur les 35 années précédentes. Le nombre de jours de vagues de chaleur a été multiplié par 9. Si ces événements climatiques sont amenés à s'intensifier, leurs effets sur l'activité économique française, et en particulier sur le marché du travail, restent peu analysés.

L'objectif de ce projet est d'étudier les effets des chocs climatiques sur l'activité économique et le marché du travail en France. Il a débuté par l'identification de différents canaux de transmission : les rendements agricoles, les variations sectorielles de la demande, la productivité du travail et l'absentéisme au travail. La partie économétrique a également été initiée. Les données individuelles issues des bases de données FICUS/FARE et DADS (INSEE) sur la période 1994-2020 sont mobilisées. La première étape de l'analyse économétrique consiste à étudier les effets des chocs climatiques sur l'activité économique des établissements. Certains secteurs étant "météo-sensibles", l'existence d'effets hétérogènes des chocs climatiques sur l'activité économique sera également étudiée. Enfin, le dernier objectif de ce projet est de s'intéresser aux conséquences des chocs climatiques sur le marché du travail.

Florian Morvillier, en
collaboration avec Louise
Kessler, Quentin Perrier et
Keyvan Rucheton (Institut de
l'économie pour le climat (I4CE))

UNE ÉVALUATION EX-ANTE DU BONUS-MALUS AUTOMOBILE

Le secteur des transports est aujourd'hui le premier contributeur aux émissions de gaz à effet de serre (GES) en France. Il représentait 31 % des émissions de GES en 2019 et ses émissions ont augmenté de 10 % entre 1990 et 2019 alors que les émissions nationales totales ont diminué de 20 % sur la même période. Cet article visait à évaluer si le bonus-malus automobile, principal levier économique prévu par la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) pour réduire les émissions dans les transports, est suffisant pour atteindre les objectifs fixés dans la SNBC.

Un modèle économétrique est utilisé pour estimer l'impact d'un changement du bonus-malus automobile sur les émissions du parc automobile. Un nouveau jeu de données avec les ventes de véhicules automobiles allant de 2014 à 2019 est mobilisé. Les résultats indiquent que le bonus-malus prévu par le gouvernement ne permettrait pas d'atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés dans la Stratégie Nationale Bas Carbone. L'alignement avec la SNBC impliquerait la mise en place d'un barème de bonus-malus très agressif. Des mesures complémentaires seraient donc utiles pour sécuriser les objectifs climatiques fixés dans le cadre de la SNBC.



Références :

"An ex-ante evaluation of the French car feebate", Louise Kessler, Florian Morvillier, Quentin Perrier, Keyvan Rucheton, *Energy Policy*, vol. 173, février 2023.

"Le bonus-malus est-il efficace pour assurer l'essor du véhicule électrique ?", Louise Kessler, Florian Morvillier et Quentin Perrier, *le Monde*, 18 décembre.

COÛTS DE TRANSPORT INTERNATIONAUX : L'IMPORTANCE DES COÛTS ADDITIFS

Les coûts de transport internationaux comportent une partie multiplicative (proportionnelle à la valeur des biens transportés) et une partie additive (par unité transportée, "au poids"). Quelles sont leurs parts respectives ? Dans quelle mesure, une part plus importante des coûts additifs modifie-t-elle le calcul des gains au commerce international ? Ce projet visait à fournir de nouveaux éléments de réponse à ces questions.

À cet effet, une méthodologie empirique permettant de distinguer précisément les composantes multiplicative et additive des coûts de transport internationaux a été développée. Elle a été appliquée à des données exhaustives d'importations au niveau sectoriel pour les États-Unis sur la période 1974-2019. L'analyse révèle que la composante additive représente une partie significative des coûts de transport totaux, comprise entre 30 et 45 % selon l'année et le mode de transport considéré.

Dans un second temps, les conséquences pour l'analyse économique de cette importance des coûts additifs ont été évaluées, notamment pour la mesure des gains au commerce international liés à la réduction des coûts de transport. À cet égard, les variations de bien-être induites par l'accélération du commerce international observée à partir des années 1980 sont mesurées, ainsi que le rôle clé des coûts de transport additifs dans la détermination de ces variations de bien-être. Ces résultats suggèrent que négliger la part additive des coûts de transport (à l'image de la plupart des modèles standard de commerce international) conduit à sous-estimer les gains de bien-être produits par la décade de ces coûts.

Références :

"International Transport Costs: New Findings from Modeling Additive Costs", Guillaume Daudin, Jérôme Héricourt, Lise Patureau, *Journal of Economic Geography*, vol. 22(5), p. 989-1044, septembre.

"Gains from Trade: International Transport Costs Still Matter, Especially Additive Ones", Jérôme Héricourt, *voxeu.org*, 19 juillet 2022.

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Guillaume Daudin (Université Paris Dauphine), Lise Patureau (Université Paris Dauphine)

Programme scientifique

Migrations internationales

MIEUX COMPRENDRE LES INTERACTIONS ENTRE MIGRATIONS ET GLOBALISATION

L'IMPACT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SUR L'INNOVATION DES ENTREPRISES

En se basant sur des données micro-économiques françaises, ce projet documente la contribution importante de l'immigration qualifiée à l'innovation et aux dépôts de brevet et le rôle joué dans ce processus par la spécialisation des tâches au sein des entreprises. Il complète des travaux antérieurs qui se concentrent, pour la plupart, sur les États-Unis et utilisent des données agrégées.

Les résultats montrent ainsi que l'impact des migrants qualifiés sur l'activité d'innovation (dépôt de brevets) des entreprises françaises découle notamment de la spécialisation des tâches. L'arrivée d'immigrants qualifiés oriente les travailleurs qualifiés français vers des tâches managériales à forte intensité linguistique, tandis que les travailleurs qualifiés étrangers se spécialisent dans des tâches techniques, orientées vers la recherche.

Référence :

"Skilled Immigration, Task Allocation and the Innovation of Firms", Anna Maria Mayda, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni, *CEPII Working Paper*, n° 2022-11, novembre.

Gianluca Santoni, en collaboration avec Anna Maria Mayda (Georgetown University), Gianluca Orefice (PSL – Paris Dauphine)

Hillel Rapoport, en collaboration avec Frederic Docquier (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Lucas Guichard (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research), Stefano Iandolo (Université de Salerne), Riccardo Turati (Université Autonome de Barcelone), Gonzague Vannoorenberghe (Université Catholique de Louvain)

IMMIGRATION, GLOBALISATION DES ÉCHANGES ET POPULISME : UNE ANALYSE DES SOIXANTE DERNIÈRES ANNÉES

Ce projet caractérise, dans un premier temps, l'évolution à long terme du populisme en utilisant un large échantillon couvrant 55 pays, 628 élections et une période de 60 ans. Il montre que les niveaux de populisme dans le monde ont fortement fluctué depuis les années 1960, atteignant des sommets après chaque crise économique majeure et un niveau record après la grande récession de 2007-2010.

Il étudie, dans un second temps, les déterminants du populisme en examinant conjointement le commerce et l'immigration et en tenant compte de leur taille ainsi que de leur structure de compétences.

Les résultats suggèrent que le populisme réagit aux chocs de la mondialisation d'une manière qui est étroitement liée à la structure des compétences de ces chocs : les biens à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée augmentent à la fois le populisme total et le populisme de droite ; l'immigration peu qualifiée tend à induire un transfert de votes des partis populistes de gauche vers ceux de droite, apparemment sans affecter le total, les importations de biens à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée, ainsi que l'immigration hautement qualifiée, tendent à réduire le volume du populisme.

Référence :

"Populism and the Skill-Content of Globalization: Evidence from the Last 60 Years", Frédéric Docquier, Lucas Guichard, Stefano Iandolo, Hillel Rapoport, Riccardo Turati, Gonzague Vannoorenberghe, *CEPII Working Paper*, n° 2023-10, avril 2023.

MESURER L'EFFET DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Gianluca Santoni, en collaboration avec Gianluca Orefice (PSL – Paris Dauphine), Giovanni Peri (University of California Davis)

MESURER L'EFFET DES POLITIQUES MIGRATOIRES : LE CAS DE L'ITALIE

L'objectif de ce projet est d'estimer les effets sur l'emploi et la performance des entreprises des chocs exogènes, induits par les politiques publiques en matière d'immigration.

Il analyse les conséquences de deux événements sur le marché du travail italien : (i) l'afflux de travailleurs originaires des PECO qui ont adhéré à l'UE en 2004 et 2007 et (ii) la politique de régularisation des travailleurs immigrés en 2003 (la loi "Bossi-Fini").

Il s'appuie sur un cadre théorique dans lequel les travailleurs immigrés et natifs ne sont pas parfaitement substituables et teste empiriquement des élasticités de substitution spécifiques à chaque profession entre les travailleurs natifs et immigrés.

Le projet vise également à analyser l'impact des chocs migratoires sur le parcours professionnel des travailleurs natifs selon qu'ils ont été ou non exposés à ces chocs.



La logistique d'accès aux données individuelles italiennes sur lesquelles s'appuie ce projet a ralenti sa progression par rapport au calendrier initial, il devrait néanmoins aboutir en 2023.

MESURER L'EFFET DES POLITIQUES MIGRATOIRES : LE CAS DE L'ALLEMAGNE

Ce projet exploite la mise en place de deux politiques successives d'ouverture du marché du travail allemand qui ont rendu accessibles aux immigrés d'origine européenne (en 2005) et non européenne (en 2012) des professions qui leur étaient interdites auparavant.

Les données détaillées allemandes sur lesquelles il s'appuie portent sur l'ensemble des travailleurs de ce pays. Elles devraient permettre non seulement d'étudier les effets de ces réformes sur les salaires et l'emploi des natifs au sein des secteurs concernés, mais aussi d'étudier une éventuelle réallocation de la main-d'œuvre nationale entre les secteurs de l'économie.

Les premiers résultats montrent que l'ouverture d'un segment du marché du travail préalablement fermé aux immigrés non européens entraîne une baisse du salaire moyen de ce segment relativement aux autres secteurs de l'économie.

Ce projet engagé en 2021 devrait s'achever en 2023

RÉALISATION D'UNE BASE DE DONNÉES SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES

Dans son examen du programme "Migrations Internationales" en juin 2021, le Comité Scientifique du CEPII s'était félicité de la réalisation d'un premier travail d'analyse automatisée, basée sur des techniques d'analyse textuelle et de machine learning, des dispositions relatives à la libre circulation des personnes dans les accords de libre-échange. Il avait souhaité que le CEPII développe ce savoir-faire en participant à la constitution d'une base de données sur les politiques migratoires, sans doute cantonnée au territoire de l'Union Européenne dans un premier temps. Cette base aurait eu pour but de répertorier les différentes mesures liées à la politique migratoire (lois, décrets, régulations...) et d'évaluer quantitativement l'évolution de leur degré de restrictivité pour des groupes de population précis (travailleurs qualifiés, non-qualifiés, étudiants...). Comme l'avait également noté le Comité Scientifique, un tel projet dépasserait les seules ressources du CEPII. Il nécessiterait la mise en place d'un consortium international durable, doté d'un niveau de ressources adéquat, qui pourrait inclure outre des économistes, des juristes et peut-être des spécialistes en informatique.

L'objet de ce projet était, dans un premier temps, d'approfondir les enjeux techniques, juridiques et financiers que supposerait la mise en place d'un tel consortium, d'en préciser les contours géographiques et de prendre les contacts utiles avec les partenaires académiques et financiers susceptibles de s'y impliquer. Dans l'hypothèse où la

Anthony Edo, en collaboration avec Cem Ozguzel (OCDE), Ehsan Vallizadeh (Institute for Employment Research – IAB)

Christophe Destais, Camilo Umana-Dajud



faisabilité de ce projet serait confirmée, il s'agirait, dans un second temps, de le réaliser.

Ce projet a été suspendu en raison du départ temporaire du CEPII d'un coauteur.

L'IMPACT DES MIGRATIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL : APPROCHES RÉGIONALE ET SECTORIELLE

*Anthony Edo, en collaboration
avec Cem Ozguzel (OCDE)*

L'IMPACT DES MIGRATIONS SUR L'EMPLOI EN EUROPE : UNE ANALYSE COMPARÉE AU NIVEAU RÉGIONAL

Ce projet vise à étudier les conséquences économiques de l'immigration au sein des pays de l'Union Européenne au cours de la dernière décennie. Il exploite la dimension régionale des données issues des enquêtes emploi européennes (EULFS) afin d'estimer l'effet de l'immigration sur les taux de chômage et d'emploi des natifs au niveau régional. Il vise également à comprendre comment les différences régionales en matière de performances économiques et institutionnelles (taux de syndicalisation et protection de l'emploi) affectent la relation immigration-emploi.

Les premiers résultats, repris dans un rapport de l'OCDE publié en mars 2022, montrent, qu'au niveau européen, l'immigration n'a pas d'effet sur le niveau d'emploi moyen des natifs. En revanche, elle tend à induire des effets redistributifs en favorisant l'emploi des natifs qualifiés et en réduisant celui des natifs les moins qualifiés. Ce travail montre aussi que l'impact de l'immigration est d'autant plus positif que la région d'installation est dynamique sur le plan économique et marquée par une forte protection de l'emploi.

Un document de travail devrait être achevé en 2023.

Référence :

OECD (2022), *The Contribution of Migration to Regional Development*, *OECD Regional Development Studies*, OECD Publishing, Paris.

Anthony Edo et Lionel Ragot

LA DÉPENDANCE À L'IMMIGRATION DES MÉTIERS ET SECTEURS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : UNE ÉTUDE SUR LONGUE PÉRIODE

L'objectif de ce projet était d'évaluer la part des travailleurs immigrés parmi les travailleurs identifiés comme "essentiels" pendant les confinements consécutifs au déclenchement de l'épidémie de Covid-19.

L'analyse quantitative a montré que cette part est identique à celle que les travailleurs immigrés occupent dans l'emploi total (environ un dixième).



Toutefois, certains métiers essentiels sont très dépendants de la main-d'œuvre immigrée : c'est le cas des agents de propreté et des aides à domicile, mais aussi des médecins hospitaliers.

Les travailleurs immigrés ont aussi joué un rôle capital en Île-de-France où ils représentent près d'un tiers des travailleurs essentiels et jusqu'à plus de 60 % des agents de propreté et aides à domicile.

Ainsi, si au niveau national, les immigrés ont contribué à la continuité de l'activité économique essentielle au prorata de la part qu'ils représentent dans l'emploi, dans certains métiers ou régions leur rôle s'est révélé décisif.

Référence :

"Métiers essentiels : quelle contribution des travailleurs immigrés ?", Anthony Edo, Sonia Louhab, Lionel Ragot, *La Lettre du CEPII*, n° 424, février.

PROJETS HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

APPRÉHENSIONS AUX FRONTIÈRES ET CONDAMNATIONS FÉDÉRALES DE CITOYENS HISPANIQUES AUX ÉTATS-UNIS

Cette étude s'appuie sur les données de la "US Sentencing Commission" (USSC) qui enregistre l'ensemble des peines reçues dans le système fédéral de justice pénale aux États-Unis. En croisant ces données individuelles avec le nombre d'arrestations d'immigrés en situation irrégulière à la frontière mexicaine, l'étude montre que les citoyens américains d'origine hispanique qui n'ont pas de casier judiciaire lourd reçoivent des peines significativement plus longues que les citoyens non-hispaniques lorsqu'un plus grand nombre d'étrangers illégaux sont appréhendés le long de la frontière. Deux mécanismes peuvent expliquer cet effet. D'une part, les arrestations peuvent susciter de l'hostilité à l'égard des Hispaniques en général. D'autre part elles peuvent aussi accroître la prééminence de l'identité ethnique hispanique, qui est associée à des stéréotypes négatifs persistants aux États-Unis. Plusieurs résultats additionnels de l'étude viennent soutenir cette deuxième interprétation.

Référence :

"Border Apprehensions and Federal Sentencing of Hispanic Citizens in the United States", Simone Bertoli, Morgane Laouenan, Jérôme Valette, *CEPII Working Paper*, n° 2023-02, janvier 2023.

Jérôme Valette, en collaboration avec Simone Bertoli (CERDI) et Morgane Laouenan (CNRS-Centre d'Économie de la Sorbonne et LIEPP-Sciences Po)

L'INFLUENCE DE LA DIVULGATION SYSTÉMATIQUE DES ORIGINES DES CRIMINELS DANS LA PRESSE SUR LES ATTITUDES DES AUTOCHTONES À L'ÉGARD DE L'IMMIGRATION

Cet étude analyse si la divulgation systématique des origines des criminels dans la presse affecte les attitudes des natifs à l'égard de l'immigration. Il tire parti du changement unilatéral de la politique d'information annoncé par le journal allemand *Sächsische Zeitung* en juillet 2016.

Jérôme Valette, en collaboration avec Sekou Keita, Institute for employment research (IAB, Nürnberg), Thomas Renault (Université de Paris 1)



Jérôme Gonnot, en collaboration
avec Mauro Lanati (University of
Milano-Bicocca)

En combinant les données de panel au niveau individuel avec 402 819 articles liés à la criminalité dans les journaux allemands et les parts de marché de ces journaux, elle constate que la mention systématique des origines des criminels augmente l'importance relative de la criminalité des natifs et réduit les préoccupations des natifs à l'égard de l'immigration, brisant ainsi le lien implicite entre l'immigration et la criminalité.

Référence :

"The Usual Suspects: Offender Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration", Sekou Keita, Thomas Renault, Jérôme Valette *CEPII Working Paper*, n° 2022-10, octobre.

LES CONSÉQUENCES DES POLITIQUES MIGRATOIRES À DESTINATION DES ÉTUDIANTS : L'EXEMPLE DU CANADA

Le CEPII a mené des travaux sur l'effet du programme "Campus France" qui sont en cours d'achèvement. Ce projet s'intéresse à un programme canadien similaire. Il se focalise sur les informations demandées aux candidats à destination des agents d'immigration. Il combine un cadre théorique et l'analyse d'une réforme qui a introduit un nouveau canal de traitement des demandes de visa, le *Student Partners Program*, avec des délais de traitement plus courts et des taux d'approbation plus élevés pour les étudiants capables de démontrer qu'ils disposent des ressources financières et des compétences linguistiques nécessaires pour réussir dans leurs études. Il vise notamment à mesurer l'impact de ce programme sur le recrutement d'étudiants internationaux ainsi que l'éventuel effet d'éviction au détriment des étudiants internationaux qui n'étaient pas éligibles à ce programme et sur les étudiants canadiens.

Les résultats montrent que le dispositif du *Student Partners Program* a été particulièrement efficace. Non seulement les inscriptions d'étudiants étrangers (en particulier indiens) ont fortement augmenté mais ceci n'a pas produit d'effet d'éviction sur les étudiants canadiens.

Cette analyse suggère donc que les politiques migratoires qui visent à améliorer le filtrage des candidats à l'immigration étudiante sont efficaces et pourraient potentiellement l'être également pour d'autres types de migrations.

Références :

"Immigration étudiante en provenance des pays en développement: comment en conserver les bénéfices tout en limitant les craintes des services de l'immigration ?", Jérôme Gonnot, *La Lettre du CEPII*, n° 433, janvier 2023.

"The Impact of COVID 19 on International Student Mobility", Jérôme Gonnot, Mauro Lanati, In *The Impacts of COVID-19 on Migration and Migrants from a Gender Perspective*, IOM UN Migration, 2022.



OPINIONS PUBLIQUES ET IMMIGRATION : UNE MÉTA-ANALYSE

Ces dernières années, les attitudes du public à l'égard de l'immigration ont suscité un grand intérêt de la part des chercheurs et ont fait l'objet de recherches empiriques approfondies. Malgré une importante littérature théorique et empirique, aucune conclusion ferme n'a été tirée concernant les facteurs affectant l'opinion sur l'immigration. L'objectif de ce projet est de combler cette lacune par le biais d'une méta-analyse de la littérature académique relative aux attitudes à l'égard de l'immigration dans différentes disciplines des sciences sociales au cours des années 2009-2019. Les résultats montrent que deux caractéristiques au niveau individuel sont les plus significativement associées aux attitudes envers l'immigration - l'éducation (positivement) et l'âge (négativement).

L'analyse porte également sur les attitudes à l'égard des politiques migratoires et de la contribution des immigrants au développement économique et culturel des pays hôtes.

Les résultats montrent que l'association entre caractéristiques individuelles et opinion est la même pour les deux indicateurs, mais elle est plus marquée lorsque les personnes interrogées se prononcent sur la contribution des immigrants. Le salaire, le niveau de qualification exigée par l'activité professionnelle, le fait de vivre en zone urbaine et d'appartenir à une minorité ou d'en être issu sont associés à des attitudes plus positives, de façon plus significative sur le plan statistique, que lorsque les sondés donnent leur avis sur les politiques migratoires.

Référence :

"Understanding Differences in Attitudes to Immigration: A Meta-Analysis of Individual-level Factors", Jérôme Gonnot, Lenka Drazanova, Finja Krüger and Tobias Heidland, CEPII *Working Paper*, n° 2023-13, avril 2023.

TRANSMISSION CULTURELLE ET ATTITUDES POLITIQUES : EXPLICATION DES DIFFÉRENCES ENTRE LES AUTOCHTONES ET LES IMMIGRÉS EN EUROPE OCCIDENTALE

Cette étude utilise les données sur les opinions politiques individuelles de l'enquête sociale européenne pour analyser le rôle de la *transmission culturelle entre natifs et immigrants* dans l'assimilation politique des immigrants en Europe occidentale.

Cinq questions politiques clés sont analysées : la redistribution, les droits des homosexuels, l'intégration à l'UE, la politique d'immigration et la confiance dans les institutions politiques.

En moyenne, les résultats montrent que les immigrants sont aussi favorables à la redistribution que les natifs avec un profil socio-économique comparable, qu'ils ont des attitudes plus conservatrices à l'égard des droits des homosexuels et qu'ils sont plus favorables que les natifs à l'intégration européenne, à l'immigration et qu'ils ont plus confiance que ces derniers dans les institutions politiques.

Jérôme Gonnot, en collaboration avec Lenka Drazanova (European University Institute), Tobias Heidland (Kiel Institute for the World Economy) and Finja Krüger (Kiel Institute for the World Economy)

Jérôme Gonnot, en collaboration avec Federica Io Polito (Toulouse School of Economics)



Ces différences sont pour une large part la conséquence de la distance culturelle et religieuse entre les pays d'origine des immigrés et les normes d'Europe occidentale, et diminuent avec le nombre d'années écoulées depuis l'arrivée dans le pays hôte.

Il est à noter que les immigrants qui ont passé au moins 10 ans dans leur pays d'accueil ont une attitude à l'égard de la politique migratoire et une confiance dans les institutions qui se rapprochent de celles des natifs, y compris dans leurs différences régionales. En revanche, l'écart concernant l'intégration européenne et les droits des homosexuels reste stable.

Référence :

"Cultural Transmission and Political Attitudes: Explaining Differences between Natives and Immigrants in Western Europe", Jérôme Gonnot, Federica lo Polito, CEPII *Working Paper*, n° 2023-12, avril 2023.

Jérôme Gonnot

L'IMPACT DU DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS DANS LES ÉLECTIONS LOCALES SUR LES DÉPENSES PUBLIQUES EN SUISSE

L'objectif de ce projet est de déterminer si l'octroi du droit de vote aux élections municipales aux résidents étrangers dans les cantons de Vaud, Genève, et Fribourg en Suisse a eu un impact sur le budget et les dépenses des municipalités, et dans quelle mesure cet effet dépend du profil socio-économique et de l'origine des non-résidents.

Ce travail utilise le détail des comptes publics des municipalités par fonction, et en particulier les dépenses liées à la santé, à l'éducation et à la culture.

Les données incluent également l'origine et le profil socio-économique des étrangers résidant en Suisse à l'échelle municipale afin d'explorer les effets différenciés de la réforme en fonction de la composition démographique.

L'analyse empirique est en cours.



Programme scientifique

■ Politiques commerciales

TRANSFORMATION DE LA MONDIALISATION

La Pandémie, la mise en difficulté des chaînes de valeur, se sont ajoutées en 2022 aux tensions commerciales croissantes. Au final, le ralentissement du commerce international semble bien avoir pris un tour structurel. La réflexion sur la mondialisation s'en est trouvée bouleversée, avec la montée d'interrogations sur l'indépendance stratégique. Ces thèmes traversent le programme de travail du CEPII. S'agissant du programme Politiques commerciales, l'investissement a été limité en 2022 à l'analyse statistique et la clarification de la question des déterminants du ralentissement observé du commerce.

LA CRISE DE LA LOGISTIQUE DE 2021 PRÉFIGURE-T-ELLE UNE NOUVELLE ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL ?

La reprise de l'activité économique en 2021 s'est accompagnée d'une hausse importante des prix du transport international à des niveaux susceptibles de remettre en partie en cause l'intégration commerciale de ces deux dernières décennies. Ce projet visait à analyser les conséquences d'une telle hausse de prix à court terme et à long terme, dans l'hypothèse où des causes structurelles, telles que le changement climatique, produiraient des frictions au commerce d'une amplitude similaire mais persistantes. Ce travail visait à analyser les effets sur les prix à la production et à la consommation (avec et sans réallocation de la production), et l'impact sur l'organisation des chaînes de valeur mondiales et sur les flux internationaux. Le projet a été abandonné,

Christophe Gouel



Lionel Fontagné, Malte Thie,
en collaboration avec Gianluca
Orefice (PSL – Paris Dauphine)

l'année 2022 ayant été marquée par un retour à la normal des prix du fret international rendant obsolète la motivation de ce projet.

ÉLASTICITÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

L'élasticité du commerce extérieur au produit intérieur brut, c'est-à-dire la façon dont le commerce extérieur d'un pays réagit à une variation du produit intérieur brut de ce dernier, est un paramètre clé pour les outils de prévision de la conjoncture développés et utilisés par de nombreuses institutions. Ce projet a permis une estimation récente de ce paramètre, dans un cadre économétrique simple et transparent. Il exploite à la fois la dimension temporelle et la dimension spatiale des données disponibles, en particulier en ne se limitant pas à un échantillon de pays développés. On met en évidence l'impact des effets de structure (la montée en puissance de la Chine) et d'approfondissement (puis de plateau) des chaînes de valeur dans les évolutions observées. L'élasticité obtenue en contrôlant ces déterminants est celle prédite par les modèles de commerce international. Cette analyse contribuera à la mise à jour par la DG Trésor de ses outils de prévision internes. Un premier jeu de résultats a déjà été présenté. Le rapport pour le Trésor a été repoussé au premier semestre 2023 et donnera lieu à une lettre du CEPII en 2023.

L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES COMMERCIALES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL NOUVEAU

Les politiques commerciales ont profondément changé de nature dans la période récente. Le commerce ne semble plus protéger des conflits ; les droits de douane (sanctions mises à part) sont devenus négligeables tandis que les instruments de défense commerciale montent en puissance. Pour autant, les projets d'intégration régionale se poursuivent, notamment en Afrique, tandis que l'Europe s'interroge sur l'orientation à donner à sa politique d'accords commerciaux préférentiels. Le programme politiques commerciales a assuré un suivi permanent des évolutions concernées, tout en approfondissant un certain nombre de sujets nouveaux ou peu explorés comme la question de la libéralisation du trafic aérien. Un investissement important, qui a pu bénéficier des évolutions des outils décrites plus loin, a été réalisé sur le commerce africain, en liaison avec le Parlement européen d'une part et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique d'autre part.

Cecilia Bellora, Houssein
Guimbard, Kevin Lefebvre

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES COMMERCIALES

Deux questions ont été étudiées en 2022. La première concerne l'utilisation des instruments de défense commerciale et s'interroge sur l'impact de celle-ci sur la stagnation du commerce mondial, faisant ainsi écho au projet "Élasticité du commerce extérieur au produit intérieur



brut du même programme". La seconde concerne la couverture des importations européennes par les sanctions contre la Russie.

Depuis la crise financière de 2007-2009, pour la première fois depuis plusieurs décennies, le taux d'ouverture mondial stagne. Pourtant, les droits de douane n'ont cessé de baisser, largement du fait de décisions unilatérales des pays de réduire leur protection. Sur les vingt dernières années (2001-2019), ils ont été réduits de moitié pour s'établir en 2019 à 3,9 % en moyenne au niveau mondial. Cette baisse provient majoritairement des stratégies de libéralisation unilatérales des pays de diminuer leur protection tarifaire (les accords de commerce bilatéraux ne sont responsables que d'un cinquième de la diminution globale). En revanche, sur la même période, les gouvernements ont eu davantage recours à la protection temporaire fournie par les instruments dits de défense commerciale (comme les droits antidumping). Même s'il s'agit d'un outil visant à faire respecter les règles du commerce international, et non d'un outil pour protéger les producteurs de la concurrence internationale, la protection temporaire fait chuter les importations, principalement celles en provenance de Chine, ceci étant lié à la place croissante qu'occupe celle-ci dans les exportations mondiales. Il reste malgré tout difficile d'y voir la cause du ralentissement du commerce, dans la mesure où la protection temporaire vise moins de 3 % des importations mondiales.

À la veille de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le Conseil de l'Union européenne (UE) adoptait le premier paquet de sanctions en réponse à la reconnaissance par Moscou des républiques autonomes autoproclamées de Donetsk et de Lougansk. Depuis, dix autres paquets ont suivi et les sanctions ont affecté les échanges de biens. Le sixième paquet de sanction adopté le 3 juin 2022 a largement augmenté la couverture des importations européennes touchées en interdisant 90 % des importations de pétrole en provenance de Russie d'ici le début de l'année 2023. Outre les importations d'énergie Russe, les importations européennes de bois ou de papier sont significativement couvertes par les sanctions. Nos travaux détaillent les sources d'approvisionnement alternatives dans les secteurs les plus touchés.

Références :

"Protection commerciale : moins de droits de douane, plus de protection temporaire", Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre, *La Lettre du CEPPII*, n° 431, octobre.

"Sanctions Against Russia: Taking Stock Four Months after the Start of the War", Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre, Malte Thie, *The Conversation*, 27 juin.

"Sanctions commerciales contre la Russie : où en est l'Union européenne après 100 jours de guerre en Ukraine ?", Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre, Malte Thie, *The Conversation*, 6 juin.



"Sanctions commerciales contre la Russie : où en est l'UE après 100 jours de guerre ?", Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre, Malte Thie, *Le Blog du CEPII*, Billet, 10 juin.

"Trade Sanctions Against Russia: Taking Stock after 100 Days of War", Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre, Malte Thie, *Le Blog du CEPII*, Billet, 15 juin.

Kevin Lefebvre

LA MODERNISATION DES INSTRUMENTS DE DÉFENSE COMMERCIALE EUROPÉENS

L'évolution de la mondialisation conduit l'UE à repenser sa protection commerciale, en particulier ses instruments de défense commerciale (anti-dumping, anti-subsidiation, mesures de sauvegarde). En décembre 2018, le Parlement et le Conseil européens ont approuvé la proposition de modernisation de ces instruments avancée par la commission.

La suppression du statut d'économies de marché et la production de rapports établissant la présence de distorsions significatives dans certains pays ou secteurs par la Commission Européenne apparaissent comme les deux principaux éléments de cette réforme.

Alors que la durée des enquêtes a été réduite, nous montrons que le nombre d'enquêtes, leur probabilité de succès, la marge de dumping et les droits finaux imposés ne sont pas significativement impactés par cette réforme. Il est néanmoins prématuré de dresser un bilan définitif dans la mesure où le nombre cas disponibles après la réforme reste limité. Davantage de données doivent être recueillies afin d'obtenir des résultats plus robustes. Ce travail, prévu sur deux années, est en cours.

Référence :

Présentation "Réforme des instruments de défense commerciale de l'UE", en réunion interne CEPII, le 31 mars 2022 et le 14 avril 2022.

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné,
Cristina Mitaritonna, Yu Zheng,
en collaboration avec Simon
Mevel (UNECA)

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE CONTINENTALE

Ce projet comporte deux volets : d'une part l'évaluation d'impact des accords APEs et d'autre part l'évaluation des impacts économiques et environnementaux de la zone de libre-échange pan-africaine.

Le premier volet s'intéresse aux accords APEs et a été engagé à la demande du Parlement européen. Le rapport, intitulé "In depth assessment of EPAs and intra regional trade" passe en revue les négociations des Accords de partenariat économique (APEs), les relations commerciales avec l'Europe et le développement du commerce intra africain. Il examine également le rôle potentiel de l'accord de libre-échange continental africain (ZLECAf). Il souligne la question importante des règles d'origine, conditionnant la possibilité réelle de bénéficier d'un accès préférentiel au marché européen. Le rapport met en évidence l'évolution de l'Afrique dans les chaînes de valeurs mondiales, le développement des chaînes de valeurs régionales et le rôle de l'UE en tant que fournisseur de valeur ajoutée en Afrique. L'étude a été présentée au Parlement européen à Bruxelles, le 26 octobre 2022.



Référence :

"In-depth assessment on EPAs and intra-regional African trade", Cristina Mitaritonna, Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, *Brefing/Study*, Directorate General for external policies, European Parliament, septembre.

Le second volet concerne une collaboration entre le CEPII et l'UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). Il s'agit d'étudier les impacts économiques et environnementaux attendus de la mise en application de la Zone de libre-échange d'Afrique continentale (ZLECAf), dont l'accord a été ratifié par 55 pays africains. Le CEPII a déjà réalisé deux séries de simulations qui montrent les effets macroéconomiques de l'accord et les impacts en termes d'émission de gaz à effet de serre.

Les résultats de la première série de simulations ont été présentés à l'African Business Forum en février 2023 et le seront à la conférence GTAP de Bordeaux en juin 2023. Pour cette première partie nous avons développé une version du modèle Mirage, Mirage-Power, qui nous permet de prendre en compte les interactions des politiques environnementales et commerciales. Il reste à mener à bien l'étude portant sur les chaînes de valeur en 2023.

Afin de réaliser cette évaluation mettant l'accent sur la transition verte dans le cadre de la ZLECAf, le module énergétique de Mirage a été réécrit pour prendre en compte les différents modes de génération d'électricité, à savoir les énergies renouvelables (hydroélectricité, éolien, solaire et autres énergies renouvelables), le nucléaire, et les combustibles fossiles. Ceci s'est fait en conservant une représentation approfondie des gaz à effet de serre dans le modèle. Cette nouvelle version du modèle est appelée Mirage-Power.

Un rapport intermédiaire a été remis en décembre 2022 sur l'impact macroéconomique de la ZLECAf. Les résultats montrent que l'accord stimulerait le commerce intra-africain. L'augmentation du commerce intra-africain concerne tous les principaux secteurs (agroalimentaire, industrie, énergie et services). Cela s'accompagne d'une industrialisation et du recul progressif des secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière, avec des effets modestes mais positifs sur le PIB. Mais surtout, de premiers résultats ont été obtenus dans la perspective du changement climatique, où la ZLECAf est évaluée en fonction d'objectifs d'atténuation par les pays africains et de différentes options réalistes de mise en œuvre d'une tarification du carbone en Afrique.

Références :

"Greening the African Continental Free Trade Area", Lionel Fontagné, Stephen Karingi, Simon Mevel, Cristina Mitaritonna, Yu Zheng, présentation à la conférence GTAP 2023.

"Décollage du commerce intra-africain : l'impératif de croissance économique", Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Yu Zheng, *La Lettre du CEPII*, n° 425, mars.

Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Gianluca Santoni, Malte Thie, en collaboration avec Gianluca Orefice (PSL – Paris Dauphine)

LES EFFETS DES ACCORDS COMMERCIAUX DE L'UE

Ce projet comporte deux volets : une revue synthétique de l'ensemble des accord commerciaux d'une part, un focus sur les accords "open sky" d'autre part.

Le premier volet consiste en une revue de la littérature empirique sur les effets économiques des accords commerciaux signés par l'UE, complété par un travail de modélisation prenant en compte le détail du contenu des accords commerciaux, et le caractère contraignant des clauses qu'ils contiennent. Ce projet est réalisé en appui des travaux d'évaluation des accords commerciaux de l'UE de la DG Trésor. L'essentiel de l'effort en 2022 a porté sur le développement de l'outil de représentation du contenu des accords, ainsi que sur la calibration et l'estimation d'un modèle de gravité structurel en équilibre général. Ces outils sont fonctionnels et validés par une publication et la revue de littérature a été réalisée. Le rapport doit encore être finalisé en appliquant cette méthodologie aux accords européens.

Le second volet s'intéresse aux accord de libéralisation du trafic aérien. Il s'agit d'estimer des équivalents droits de douane des obstacles réglementaires dans le secteur de l'aviation. Ce travail a été conduit en association avec le Joint Research Center de la Commission européenne qui utilisera ces estimations dans son propre modèle CGE pour simuler l'impact des modifications d'un accès préférentiel à l'espace aérien. Le travail exploite des données détaillées originales sur le transport aérien, qui nous permettent de résoudre les problèmes de mesure liés aux statistiques de la balance des paiements. Les informations sur les vols ont été fournies par SABRE, une société qui collecte des données directement auprès du secteur aérien. La base contient des informations annuelles sur le trafic aérien de passagers entre 189 pays pour la période 2012 – 2019 : informations sur les passagers (nombre et valeur d'achat des billets) volant entre deux aéroports, avec des informations spécifiques sur le nom de la compagnie aérienne et sur le type de vol (direct ou avec correspondance), le type de classe de billet pour le voyage (classe économique, classe affaires et première classe). Ces données ont été combinées avec celles de la base WASA sur les accords de services aériens comprenant les dates de signature et d'entrée en vigueur de l'accord, ainsi que le contenu des accords en termes d'accès aux "slots" dans les aéroports. Nous avons enrichi cette base de données en y ajoutant toutes les réformes intervenues dans la réglementation du trafic aérien au sein de l'Union européenne au cours des dernières décennies.

Nous montrons que les accords stimulent le trafic aérien en termes de nombre de passagers et de recettes. En particulier, la présence d'une ASA augmente le nombre de passagers de moitié. L'impact sur les recettes est plus faible en raison d'un impact à la baisse sur les prix des billets (le prix moyen des billets est inférieur de 7 %). La classe économique est la plus affectée par la signature d'un accord. En utilisant la



méthodologie de Fontagné et al. (2011) nous obtenons la liste complète d'équivalents tarifaires pour 188 pays dans le monde.

Référence :

"Estimation of Tariff Equivalents for the Air Service Sector", Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni, Commission of the European Union – JRC.C.6 unit, juillet.

L'EFFET HÉTÉROGÈNE DES MESURES NON-TARIFAIRES DES ACCORDS COMMERCIAUX SUR LE COMMERCE

Les entreprises exportatrices doivent mettre en œuvre des investissements additionnels pour rendre leurs produits ou processus de production conformes aux réglementations des pays importateurs. Ces investissements sont souvent importants et peuvent devenir prohibitifs pour les entreprises exportatrices les plus petites. Ainsi, les accords commerciaux régulent de plus en plus l'utilisation des mesures non-tarifaires. En particulier, ils intègrent des règles définissant les standards techniques et les procédures à suivre pour évaluer la conformité des produits. Certains accords prévoient des reconnaissances mutuelles des réglementations tandis que d'autres optent pour un processus d'harmonisation poussant à l'adoption de standards internationaux ou régionaux. Nos travaux montrent que ces différentes approches stimulent d'avantage les exportations des plus petites entreprises exportatrices du Chili, de la Colombie et du Pérou (par rapport aux entreprises exportatrices d'une taille plus importante).

Afin de rendre l'analyse plus complète nous attendons les données sur les entreprises du Maroc, de Croatie, de Roumanie et El Salvador provenant de la base "Exporter Dynamics" de la Banque Mondiale. L'objectif est de produire un document de travail et soumettre l'article à un comité de lecture en 2023.

Référence :

Présentation "Heterogeneous Impacts of SPS and TBT Regulations: Firm-Level Evidence from Deep Trade Agreements" à l'European Trade Study Group (ETSG) de Groningen le 9 septembre.

ESTIMATION DES EFFETS DES ACCORDS COMMERCIAUX

Le projet comporte deux volets. Le premier volet, à caractère méthodologique, portait sur les techniques d'évaluation de l'impact des accords. Ce projet a été abandonné, Camilo Umana-Dajud ayant rejoint l'OCDE. Le travail a été réorienté sur l'analyse de l'impact des simplifications douanières sur les flux de commerce.

Ce second volet étudie l'impact du statut d'Opérateur Économique Agréé (OEA) sur les performances à l'exportation des entreprises françaises. Le programme OEA, mis en place par l'Organisation mondiale des douanes, permet aux entreprises de réduire les coûts inhérents au passage en douane, par le biais de procédures accélérées ou allégées, à l'entrée

Kevin Lefebvre, en collaboration avec Ana Fernandes (OCDE) et Nadia Rocha (Banque Mondiale)

Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, Camilo Umana-Dajud



des pays ayant signé des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle avec la France (Suisse, Norvège, Japon, États-Unis et Chine). Ce travail mobilise un ensemble de données original et exhaustif des entreprises françaises certifiées OEA par les douanes européennes, fusionné avec des données de commerce individuelles des douanes françaises. Les résultats économétriques montrent que le statut d'OEA augmente les exportations des entreprises certifiées et ce d'autant plus si le produit exporté fait l'objet de mesures non tarifaires sur le marché de destination. Plus généralement, ce travail suggère qu'une disposition de simplification douanière comme le statut d'OEA peut réduire les coûts administratifs générés par les mesures non tarifaires, tout en maintenant un niveau de protection des consommateurs et de l'environnement constant. Ce point est particulièrement important pour l'évaluation des derniers accords de libre-échange comme par exemple le CETA, dont l'objectif est précisément de réduire les obstacles au commerce sans modifier le niveau de protection sanitaire et environnementale.

Références :

"Opérateur économique agréé : un pass VIP pour exporter", Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, *La Lettre du CEPII*, n° 429, juillet.

"VIP Pass to Markets: What Customs Certification Tells Us about NTMs Restrictiveness", Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard, *MIMEO*.

COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

Les interactions entre commerce et environnement sont au cœur des préoccupations sociétales et des politiques économiques européennes, et à ce titre occupent une place croissante dans les travaux du programme politiques commerciales. Trois projets ont été développés en 2022 concernant le biais supposé des structures de politique commerciale en faveur des biens les plus émissifs en carbone (biens qui seraient moins protégés que la moyenne donc), concernant ensuite le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières, concernant enfin l'utilisation de clauses environnementales dans les accords commerciaux préférentiels.

Cecilia Bellora, Christophe Gouel, Lionel Fontagné, en collaboration avec Youssef Salib (PSE)

BIAIS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE EN FAVEUR DES BIENS POLLUANTS

La mise en cohérence des différentes politiques publiques avec les objectifs environnementaux devient un impératif. La protection à la frontière fait partie des politiques concernées que ce soit du point de vue de la structure actuelle des droits de douane ou d'un ajustement carbone à la frontière pour éviter les effets de fuite des politiques domestiques.

Ce projet a commencé par le développement d'un modèle quantitatif du commerce international simple prenant en compte les chaînes de valeurs mondiales et les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les politiques mises en œuvre pour les réguler.



Il a été récemment mis en évidence que plus l'intensité émissive de la production des biens élevée, plus la protection à la frontière dont ils bénéficient est élevée, ce qui indiquerait l'existence d'un biais des politiques commerciales en faveur des biens les plus polluants, et ce au niveau mondial. Le modèle permet de quantifier ce biais dans un cadre d'équilibre général. Il établit pour chaque pays le biais de sa protection et son évolution dans le temps. Il montre quel serait l'impact sur le commerce, les chaînes de valeur et le bien-être si ce biais est corrigé. Cette maquette pourra être utilisée dans d'autres projets, appliqués ou académiques.

La majorité du travail de modélisation et de simulation a été effectuée. Ce projet constitue maintenant le premier chapitre de la thèse de Youssef Salib (encadré par Lionel Fontagné et Katheline Schubert). Le document de travail sortira donc en 2023.

IMPACTS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES ET D'UN AJUSTEMENT CARBONE À LA FRONTIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné

Dès 2020, le CEPPII a produit des travaux d'analyse d'impact et de soutien à la décision publique pour accompagner la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière de l'Union européenne. Ce travail va se poursuivre en 2022, année de négociations entre les États membres de l'Union, la mise en place du mécanisme étant prévue en 2023.

Le travail s'appuie, entre autres, sur le modèle représentant l'économie mondiale entretenu au CEPPII, Mirage, dans sa version prenant en compte les émissions de gaz à effet de serre et proposant une représentation fine des échanges commerciaux, en distinguant les flux de biens destinés à la consommation intermédiaire de ceux destinés à la consommation finale. Cela permet une analyse plus riche et détaillée des impacts différenciés du mécanisme d'ajustement entre secteurs protégés, plutôt en amont, et secteurs non protégés, plutôt en aval des filières de production. Les données les plus récentes en matière d'émissions de gaz à effet sectorielles, au niveau mondial, sont utilisées. Les dernières mises à jour des engagements dans le cadre de l'Accord de Paris sont prises en compte.

Le travail analyse les impacts du mécanisme d'ajustement sur les économies européennes, leurs émissions et leur compétitivité, au niveau sectoriel. Il étudie également les impacts sur les économies des partenaires commerciaux de l'Union, à un niveau fin, ainsi que sur leurs émissions.

Le travail montre l'efficacité du MACF en termes de réduction des fuites, tout en soulignant le sujet de la compétitivité en aval et pour les exportateurs européens.

Le document de travail publié en 2022 a été accepté dans une revue internationale début 2023.

Les résultats du travail, et de simulations complémentaires, sont utilisées dans le "chantier international" du rapport Pisani-Ferry sur la macroéconomie de la transition énergétique.

Références :

"EU in Search of a Carbon Border Adjustment Mechanism", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, à paraître dans *Energy Economics*.

"The Economics of Border Carbon Adjustment: Rationale and Impacts of Compensating for Carbon at the Border", Lionel Fontagné, Katheline Schubert, à paraître dans *Annual Review of Economics*.

Coordination du rapport international du Groupe Pisani-Ferry Mahfouz, Lionel Fontagné.

Cecilia Bellora, Malte Thie

UTILISATION DE CLAUSES NON COMMERCIALES DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX

La politique commerciale peut être utilisée afin de limiter les impacts négatifs du commerce sur l'environnement et en favoriser les externalités positives. Les accords commerciaux sont l'instrument le plus flexible à mobiliser dans cette direction. Ils peuvent, par exemple, contenir des clauses limitant ou régulant les échanges des biens les plus polluants. Ils peuvent également être utilisés comme levier pour inciter les partenaires commerciaux à mettre en place des politiques environnementales plus ambitieuses, en conditionnant l'accès à un marché au respect de traités internationaux, par exemple. Cette approche incitative est également utilisée en faveur de politiques sociales plus ambitieuses. D'une façon générale, se pose donc la question de l'inclusion de clauses non commerciales dans les accords commerciaux.

Des données sur ces aspects non commerciaux inclus dans les accords sont désormais disponibles et une littérature empirique se développe, au moment où la question de la cohérence entre politiques commerciales et développement durable occupe une place importante dans les débats publics et dans les choix à faire par les décideurs.

Ce projet fait le point sur les publications désormais disponibles, il liste les enjeux, il dégager les premiers résultats robustes et il identifie les domaines qui restent encore sujets à interrogation. Une revue bibliographique traite des domaines couverts par les clauses non commerciales, de la nature de ces clauses et de leur aspect juridiquement contraignant. Elle identifie les principaux pays utilisateurs et établit l'état de la connaissance quant aux impacts économiques et juridiques de l'utilisation de ces clauses.

Une lettre du CEPII a été publiée et un rapport pour le Trésor doit être finalisé.

Référence :

"Quelles clauses environnementales dans les accords commerciaux?", Cecilia Bellora, Malte Thie, *La Lettre du CEPII*, n° 432, décembre.

L'entretien des outils constitue la partie la moins visible et pourtant indispensable de la charge de travail du programme politiques commerciales. Trois projets ont été finalisés en 2022. Le premier concerne la mise à jour de la base de droits de douane mondiale au niveau produits maintenue au CEPII. Cette base est un élément indispensable de nombreux travaux. Le deuxième projet consistait à décliner une version agricole des travaux en équilibre général réalisés au CEPII, dans le cadre d'une collaboration avec un consortium européen d'instituts spécialisés dans ce domaine. Le dernier chantier a consisté en l'actualisation de la version du modèle Mirage ayant une représentation explicite des chaînes de valeur internationales et des émissions de gaz à effet de serre, version qui a été très largement utilisée pour les travaux sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. L'étape suivante, à savoir le développement d'une version du modèle embarquant les énergies renouvelables a été amorcée en fin d'année 2022 et a débouché sur une version exploitable à la fin du premier trimestre 2023.

PROTECTION TARIFAIRE MONDIALE : MAcMAP-HS6

MAcMap-HS6 est une base de données construite dans un but analytique à partir des données de protection collectées par le Centre de Commerce International (Genève). Cette base propose un équivalent *ad valorem* de la protection tarifaire appliquée par près de 190 pays importateurs à 220 pays exportateurs sur environ 5 000 produits. En 2021, le CEPII a mis à jour la base avec la protection appliquée en 2019. En 2022, la version 2019 a été consolidée avec des données de commerce et de valeurs unitaires récentes (bases BACI et TUV). Un premier ensemble de données sur les quotas tarifaires a été récupéré (via le Centre du Commerce International). Son intégration sera effective en 2023.

La version 2019 de MAcMap-HS6 a été utilisée dans *La lettre du CEPII* n° 431 ("Protection commerciale : moins de droits de douane, plus de protection temporaire", Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre).

MODÉLISATION EN ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DES POLITIQUES COMMERCIALES DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Depuis 2020, le CEPII est membre d'un consortium européen rassemblant quinze centres de recherche spécialisés en économie agricole. L'objectif de ce projet de recherche (Horizon 2020) est de faire progresser les évaluations des politiques commerciales dans le secteur agricole en favorisant l'intégration des résultats des travaux économétriques dans les modèles utilisés pour produire les évaluations quantitatives ex ante (dont le modèle Mirage du CEPII). Les thématiques qui structurent ce projet sont multiples : coûts au commerce, impacts régionaux des politiques commerciales, conséquences des mesures non tarifaires, rôles des chaînes globales de valeur...

Houssein Guimbard

Houssein Guimbard



En 2022, le CEPII et l'Université d'Uppsala, Suède ont étudié les conséquences de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (i.e. le CETA) en se focalisant sur le secteur agricole. Pour cela, la méthode retenue a consisté en une interaction entre le modèle d'équilibre général Mirage et le modèle d'équilibre partiel, dédié à l'agriculture européenne, CAPRI développé par l'Université.

Sur la base d'un scénario commun au niveau des produits, les deux modèles ont recours à des bases de données différentes tant pour que le commerce que pour la production. Le modèle Mirage simule le CETA au niveau sectoriel et ses résultats sont ensuite utilisés dans CAPRI comme variables exogènes. La stratégie retenue est la minimisation des changements dans le modèle EGC et l'adaptabilité de CAPRI à recevoir les informations extérieures. Les variables retenues sont les changements de prix des facteurs, des prix des consommations intermédiaires et des variations de productions. Enfin, CAPRI a utilisé les variables issues de Mirage et a simulé les conséquences économiques et environnementales au niveau des régions européennes (NUTS2).

Un rapport est prévu pour avril 2023 comprenant les programmes en langage GAMS.

Cecilia Bellora

MODÈLE MIRAGE

Le modèle d'équilibre général calculable Mirage a continué à être entretenu et développé en 2022. La version du modèle proposant une représentation explicite des chaînes de valeur internationales et des émissions de gaz à effet de serre a été mise à jour pour tirer parti des données économiques (GTAP MRIO 10.1) et environnementales (EDGAR) les plus récentes. Les scénarios de référence intègrent désormais les nouvelles projections de long terme de la base EconMap ainsi que les derniers engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, à l'occasion de la COP 26. De nouvelles élasticités du commerce ont été introduites, tirant bénéfice du projet sur la mesure des élasticités publié en 2022.

En parallèle, une nouvelle version du modèle – Mirage-Power – a commencé à être développée en 2022, laquelle est opérationnelle au premier trimestre 2023. Elle introduit le détail des énergies renouvelables.

Références :

"MaGE 3.1 : Long-Term Macroeconomic Projections of the World Economy", Lionel Fontagné, Erica Perego, Gianluca Santoni, *International Economics*, n° 172, T4, 2022.

"Tariff-Based Product Level Trade Elasticities", Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice, *Journal of International Economics*, vol. 137, juillet 2022.



PROJET HORS PROGRAMME DE TRAVAIL

EFFET DE LA RÉGULATION DES ENTREPRISES D'ÉTAT DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX SUR LES ENTREPRISES CHINOISES

Kevin Lefebvre

Les accords commerciaux régulent de plus en plus les entreprises d'État. Ce projet hors programme de travail rassemble de nouvelles informations sur le contenu de ces accords ainsi que sur les exportateurs Chinois entre 2000 et 2011. Il s'agit d'étudier les effets indirects de l'intégration de ces règles sur les performances commerciales des entreprises d'État Chinoises. Le résultat principal est que plutôt que contenir le capitalisme d'état, les accords commerciaux signés par les partenaires commerciaux de la Chine avec des pays tiers stimulent les performances commerciales des entreprises d'état Chinoises dans la mesure où celles-ci bénéficient d'un avantage compétitif dans les marchés régulés.

Référence :

"Containing Chinese State-Owned Enterprises? The Role of Deep Trade Agreements", Kevin Lefebvre, Nadia Rocha, Michele Ruta, *Review of World Economics*, août 2022.



Les publications du CEPII

RECHERCHE

INTERNATIONAL ECONOMICS / ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle consacrée à la publication d'articles de haute qualité traitant d'un large éventail de questions liées à l'économie internationale. La revue accueille tout particulièrement les contributions empiriques qui incluent, sans s'y limiter, des sujets sur le commerce international, la politique commerciale, la macroéconomie ouverte et la finance internationale, la migration et les mouvements de facteurs. La plupart des articles publiés font appel à des modèles économiques formels et/ou à l'économétrie formelle. Toutefois, la revue prendra également en considération les articles de synthèse et les études de cas sur des sujets originaux, à condition qu'ils soient de très grande qualité.

Rédacteurs en chef: Mario Larch et Valérie Mignon
<http://www.journals.elsevier.com/international-economics>

"A Proposal of a Suspicion of Tax Fraud Indicator Based on Google Trends to Foresee Spanish Tax Revenues", Manuel Monge, Carlos Poza, Sofía Borgia.

"The financial development impact of financial globalization revisited: A focus on OECD countries", Olufemi Adewale Aluko, Eric Evans Osei Opoku.

"Financial and economic development in the context of the global 2008-09 financial crisis", António Afonso, M. Carmen Blanco-Arana.

"Measuring the economic efficiency performance in Latin American and Caribbean countries: An empirical evidence from stochastic production frontier and data envelopment analysis", Matheus Koengkan, José Alberto Fuinhas, Emad Kazemzadeh, Fariba Osmani, Nooshin Karimi Alavijeh, Ana Auza, Mônica Teixeira.



N° 169
1^{er} trimestre 2022



"The determinants and cyclicity of fiscal policy: Empirical evidence from East Africa", Joseph Maweje, Nicholas M. Odhiambo.

"Does foreign aid impede economic complexity in developing countries?", Brice Kamguia, Sosson Tadadjeu, Clovis Miamo, Henri Njangang.

"The impact of economic policy uncertainty on banks' non-interest income activities", Whelsy Bounou, Charles Mawusi.

"Does domestic investment respond to inflation targeting? A synthetic control investigation", Nadine McCloud.

"Mapping the emergence and diffusion of climate-related financial policies: Evidence from a cluster analysis on G20 countries", Paola D'Orazio.

"Has the Global Financial Crisis increased wealth inequality?", Maria Shchepeleva, Mikhail Stolbov, Laurent Weill.

"Trade shocks and labour market resilience in Sub-Saharan Africa: Does the franc zone response differently?", Tii N. Nchofoung.

"Mexico needs a fiscal twist: Response to Covid-19 and beyond", Swarnali Ahmed Hannan, Keiko Honjo, Mehdi Raiss.

"Invoicing Currency and Symmetric Pass-Through of Exchange Rates and Tariffs: Evidence from Malawian Imports from the EU", Angella Faith Montfaucon.

"Economic sentiments and international risk sharing", Daragh Clancy, Lorenzo Ricci.

"Foreign investors and target firms' financial structure", Lorenzo Bencivelli, Beniamino Piscioli.

"Does something change in the oil market with the COVID-19 crisis?", Dan Zhang, Arash Farnoosh, Frédéric Lantz.

"The impact of global value chain participation on income inequality", Nur Carpa, Inmaculada Martínez-Zarzoso.

"A highway across the Atlantic? Trade and welfare effects of the EU-Mercosur agreement", Jacopo Timini, Francesca Viani.

"Searching the nature of uncertainty: Macroeconomic and financial risks VS geopolitical and pandemic risks", Nicolas Himounet.

"Wealth, price levels, and product quality", Clemens C. Struck.

"Do globalization and resource rents matter for human well-being? Evidence from African countries", Issidor Noumba, Armand Gilbert Noula, Stéphane Mbiankeu Nguea.

"Spillovers between exchange rate pressure and CDS bid-ask spreads, reserve assets and oil prices using the quantile ARDL model", Shawkat Hammoudeh, Walid Mensi, Jin Seo Cho.

"Access to water and sanitation in Africa: Does globalization matter?", Hervé Kaffo Fotio, Stéphane Mbiankeu Nguea.

N° 170
2^e trimestre 2022



"Effects of the business cycle on real exchange rate misalignments with respect to exchange rate regimes", Jihene Jebeniani, Jamel Trabelsi.

"Green energy indices & financial markets: An in-depth look", Capucine Nobletz.

"Understanding the transmission of COVID-19 news to French financial markets in early 2020", Willem Thorbecke.

"Bank credit and economic growth: A dynamic threshold panel model for ASEAN countries", Sy-Hoa Ho, Jamel Saadaoui.

"Revealed Comparative Advantage and Contribution-to-the-Trade-Balance indexes", Rémi Stellian, Jenny P. Danna-Buitrago.

"The impact of de facto globalization on carbon emissions: Evidence from Ghana", Alex O. Acheampong.

"Outward FDI and exports relation: A heterogeneous panel approach dealing with cross-sectional dependence", Adolfo Maza, Paula Gutiérrez-Portilla.

"Trade and business cycle synchronization: The role of common trade partners", Nestor Azcona.

"Measuring exchange rate risks during periods of uncertainty", Laurent Ferrara, Joseph Yapi.

"Non-fundamental home bias in international equity markets", Gyu Hyun Kim, Hoffmann Kim.

"A consolidated-by-nationality approach to Irish foreign exposure", André Sanchez Pacheco.

"There is No vaccine for climate change" - How well Governments' COVID-19 green stimulus announcements contribute to business sustainability?", Refk Selmi, Farid Makhlof, Kamal Kasmaoui, Youssef Errami, Oussama Ben Atta.

"Does foreign investment crowd in domestic investment? Evidence from Vietnam", Van Ha, Mark J. Holmes, Tuyen Quang Tran.

"Firm-level policy support during the crisis: So far, so good?", Péter Harasztosi, Laurent Maurin, Rozália Pál, Debora Revoltella, Wouter van der Wielen.

"The economic and welfare state determinants of well-being in Europe", Mariangela Bonasia, Oreste Napolitano, Fabio Spagnolo, Nicola Spagnolo.

"Trade and structural change: An empirical investigation", Mariarosaria Comunale, Giulia Felice.

"Green energy indices & financial markets: An in-depth look", Capucine Nobletz.

"Trade credit and global value chain: Evidence from cross-country firm-level data", Doan Ngoc Thang, Le Thanh Ha.

"Consistency of micro- and macro-level data on global value chains: Evidence from selected European countries", A. Giunta, P. Montalbano, S. Nenci.

N° 171
3^e trimestre 2022

N° 172
4^e trimestre 2022

"Are there any robust determinants of growth in Europe? A Bayesian Model Averaging approach", Sara D'Andrea.

"Common and idiosyncratic movements in Latin-American exchange rates", Fredy Gamboa-Estrada, José Vicente Romero.

"Can taxes help ensure a fair globalization?", François Langot, Rossana Merola, Samil Oh.

"Varieties as a Source of Law of One Price Deviations", Fernando Borraz, Leandro Zipitria.

"Bunker fuel, commodity prices and shipping market indices following the COVID-19 pandemic. A time-frequency analysis", Manuel Monge.

"The relationship between shipping freight rates and inflation in the Euro Area", Nektarios A. Michail, Konstantinos D. Melas, Lena Cleanthous.

"A non-parametric assessment of the effects of the Euro on GVC trade", Pierluigi Montalbano, Silvia Nenci, Laura Dell'Agostino.

"The COVID-19 pandemic, policy responses and stock markets in the G20", Guglielmo Maria Caporale, Woo-Young Kang, Fabio Spagnolo, Nicola Spagnolo.

"Bayesian model averaging approach of the determinants of foreign direct investment in Africa", Kazeem Bello Ajide, Ridwan Lanre Ibrahim.

"To consolidate or not to consolidate? A multi-step analysis to assess needed fiscal sustainability", António Afonso, José Alves, João Tovar Jalles.

"Inflation and unemployment, new insights during the EMU accession", Jean-Louis Combes, Pierre Lesuisse.

"On the political economy of trade agreements: A de jure and de facto analysis of institutions", Asmaa Ezzat, Chahir Zaki.

"Improved output gap estimates and forecasts using a local linear regression", Marlon Fritz.

"MaGE 3.1: Long-term macroeconomic projections of the World economy", Erica Perego, Lionel Fontagné, Gianluca Santoni.

"Making the EU cohesion policy work to support exports at time of Covid-19: Evidence on the Italian regions", R. Boffardi, P. Di Caro, R. Arbolino.

"European investment bank loan appraisal, the EU climate bank?", Antoine Ebeling.

"This time is different: Fiscal response to the COVID-19 pandemic among EU countries", Bettina Bökemeier, Marcin Wolski.

"Does FDI have differential impacts on exports? Evidence from developing countries", Pravakar Sahoo, Ranjan Kumar Dash.

"Green bonds and oil price shocks and uncertainty: A safe haven analysis", Khaled Mokni, Walid Mensi, Shawkat Hammoudeh, Ahdi Noomen Ajmi.



"Reshoring and plant closures in Covid-19 times: Evidence from Italian MNEs", Enrica Di Stefano, Giorgia Giovannetti, Michele Mancini, Enrico Marvasi, Giulio Vannelli.

"Financial market economy vs self-financing economy and the role of risk aversion", Laurent Augier, Chao Yin.

"Editorial", Romain Houssa, Xavier Debrun.

"Aid allocation: The role of external discipline", François Bourguignon, Jean-Philippe Platteau.

"Delays in public investment projects", Raphael Espinoza, Andrea F. Presbitero.

"Moral hazard index for credit risk to SMEs", José A. Castillo, Andrés Mora-Valencia, Javier Perote.

"A time to build: Does technical assistance matter for revenue mobilization?", Ralph Chami, Elorm Darkey, Oral Williams.

"Abnormal pricing in international commodity trading: Evidence from Ghana", Ama A. Ahene-Codjoe, Angela A. Alu, Rahul Mehrotra.

"When do we repair the roof? Insights from responses to fiscal crisis early warning signals", Jiro Honda, René Tapsoba, Ismael Issifou.

"Eurobonds, debt sustainability and macroeconomic performance in Africa: Synthetic control experiments", Chuku Chuku, Mustafa Yasin Yenice.

"Macroprudential policy: New challenges", Camille Cornand, Cyriac Guillaumin, Julien Idier.

"Capital ratios and banking crises in the European Union", Raphaël Cardot-Martin, Fabien Labondance, Catherine Refait-Alexandre.

"Better safe than sorry: Macroprudential policy, Covid 19 and climate change", Gaëtan Le Quang, Laurence Scialom.

"Prudential policy spillovers: How do international bank flows react to French policies?", Stéphane Déés, Julio Ramos-Tallada.

"Does pandemic risk affect yield spreads in the EMU?", Iuliana Matei.

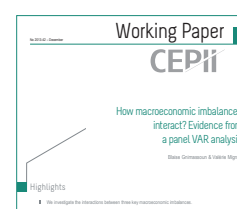
"A theoretical foundation for prudential authorities decision making", Cristina Badarau, Corentin Roussel.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

Première publication des travaux de recherche originaux des économistes du CEPII. En anglais. Disponibles en ligne

www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

"EU in Search of a WTO-Compatible Carbon Border Adjustment Mechanism", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné



n° 2022-01, mai



n° 2022-02, avril	"Trade Liberalization, Collective Bargaining and Workers: Wages and Working Conditions", Bastien Alvarez, Gianluca Orefice, Farid Toubal.
n° 2022-03, juin	"Second-generation immigrants and native attitudes toward immigrants in Europe", Oscar Barrera, Isabelle Bensidoun, Anthony Edo.
n° 2022-04, juillet	"The Role of Storage in Commodity Markets: Indirect Inference Based on Grains Data", Christophe Gouel, Nicolas Legrand.
n° 2022-05, juillet	"The CEPII Gravity Database", Maddalena Conte, Pierre Cotterlaz, Thierry Mayer.
n° 2022-06, juillet	"The Culture-Promotion Effect of Multinationals on Trade: the IKEA case", Dylan Bourny, Daniel Mirza, Camelia Turcu.
n° 2022-07, août	"Not all political relation shocks are alike: Assessing the impacts of US-China tensions on the oil market", Yifei Cai, Valérie Mignon, Jamel Saadaoui.
n° 2022-08, septembre	"Regional Diffusion of Foreign Demand Shocks Through Trade and Ownership Networks", Lionel Fontagné, Gianluca Santoni.
n° 2022-09, octobre	"The Heterogenous Effects of Employers' Concentration on Wages: Better Sorting or Uneven Rent Extracting?", Axelle Arquié, Julia Bertin.
n° 2022-10, octobre	"The Usual Suspects: Offender Origin, Media Reporting and Natives' Attitudes Towards Immigration", Sekou Keita, Thomas Renault, Jérôme Valette.
n° 2022-11, novembre	"Skilled Immigration, Task Allocation and the Innovation of Firms", Anna Maria Mayda, Gianluca Orefice, Gianluca Santoni.
n° 2022-12, décembre	"Current Account Balances' Divergence in the Euro Area: an Appraisal of the Underlying Forces", Emmanuelle Faure, Carl Grekou, Valérie Mignon.
n° 2022-13, décembre	"EQCHANGE Annual Assessment 2022", Carl Grekou.

En gras : revues à comité de lecture

Les auteurs du CEPII sont en vert

LES PUBLICATIONS HORS CEPII

Les chercheurs du CEPII contribuent à certaines des meilleures revues telles que Journal of International Economics, Review of Economic Studies, World Economics, Journal of Banking & Finance, Journal of Macroeconomics...

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/journal_articles.asp

Algan Yann, Malgouyres Clément, **Mayer Thierry**, Thoenig Mathias, **"The Economic Incentives of Cultural Transmission: Spatial Evidence from Naming Patterns across France"**, The Economic Journal, vol. 642(132), p. 437-470, 2022.

Bonnet Tanguy, **Grekou Carl**, Hache Emmanuel, Mignon Valérie, "Metalli strategici: il dominio cinese", Energia, n° 3, p. 40-44, 2022.

Cai Yifei, **Mignon Valérie**, Saadaoui Jamel, **"Not all political relation shocks are alike: Assessing the impacts of US-China tensions on the oil market"**, Energy Economics, août 2022.



Coudert Virginie, Couharde Cécile, Grekou Carl, Mignon Valérie, **"Les pays de la zone euro sont-ils suffisamment homogènes pour partager la même monnaie ?"**, Revue d'Économie Financière, n° 145, p. 49-64, août 2022.

Couharde Cécile, Grekou Carl, Mignon Valérie, **"On the economic desirability of the West African monetary union: would one currency fit all?"**, Economic Modelling, vol. 113, 2022.

Daudin Guillaume, Héricourt Jérôme, Patureau Lise, **"International Transport costs: New Findings from modeling additive costs"**, Journal of Economic Geography, vol. 22(5), p. 989-1044, septembre 2022.

Edo Anthony, Melitz Jacques, **"Wealth and Shifting Demand Pressures on the Price Level in England After the Black Death"**, Cliometrica, 2022.

Fontagné Lionel, Guimbard Houssein, Orefice Gianluca, **"Tariff-Based Product Level Trade Elasticities"**, Journal of International Economics, n° 137, juillet 2022.

Fontagné Lionel, Guimbard Houssein, Orefice Gianluca, **"A New Dataset on Product-Level Trade Elasticities"**, Data in Brief, n° 45, octobre 2022.

Fouquin Michel, **"L'Organisation mondiale du commerce : sortie de crise ?"**, La Revue Diplomatique, n° 19, Institut Ega, p. 30, octobre 2022.

Gagné Carl, Gouel Christophe, **"Trade in agricultural and food products"**, In Handbook of Agricultural Economics Volume 6, Elsevier, p. 4845-4931, juin 2022.

Gonnot Jérôme, Lanati Mauro, **"The impact of COVID 19 on international student mobility"**, In The Impacts of COVID-19 on Migration and Migrants from a Gender Perspective , IOM UN Migration, 2022.

Gonnot Jérôme, **"Taxation with Representation: Understanding Natives' Attitudes to Foreigners' Voting Rights"**, European Journal of Political Economy, V. 71, janvier 2022.

Grekou Carl, Hache Emmanuel, Lantz Frédéric, Massol Olivier, Mignon Valérie, Ragot Lionel, **"La dépendance de l'Europe au gaz russe : état des lieux et perspectives"**, Revue d'Économie Financière, n° 147, p. 227-242, 2022.

Grekou Carl, Hache Emmanuel, Lantz Frédéric, Massol Olivier, Mignon Valérie, Ragot Lionel, **"Broadening Europe's Gas Policy, A Few Reflections"**, IAEE Energy Forum, vol. Q4, p. 37-39, 2022.

Grjebine Thomas, Héricourt Jérôme, Tripier Fabien, **"Sectoral Reallocations, Real-Estate Shocks, and Productivity Divergence in Europe"**, Review of World Economics, vol. 1(159), p. 101-132, avril 2022.

Lefebvre Kevin, Rocha Nadia, Ruta Michele, **"Containing Chinese state-owned enterprises? The role of deep trade agreements"**, Review of World Economics, août 2022.

Malgouyres Clément, Mayer Thierry, Mazet Clément, **"Peer Effects in Academic Research: Senders and Receivers"**, The Economic Journal, vol. 648(132), p. 2644-2673, 2022.



Mignon Valérie, "Dividendes, actionnaires et croissance économique", In Des économistes répondent aux populistes, Hippolyte d'Albis et Françoise Benhamou (eds), p.71-80, avril 2022.

Mignon Valérie, "La recherche : une spécificité française ?", Cahiers français, N°427, mai 2022.

Perego Erica, Meaille Davi, "L'impact des sanctions financières sur la Russie (1/2)", Blog de l'AFSE, n° 19 avril 2022.

Perego Erica, Meaille Davi, "L'impact des sanctions financières sur la Russie (2/2)", Blog de l'AFSE, n° 5 mai 2022.

Perego Erica, Fontagné Lionel, Santoni Gianluca, "**MaGE 3.1: Long-term macroeconomic projections of the World economy**", International Economics, n° 172, p. 168-189, novembre 2022.

Ragot Lionel, Chojnicki Xavier, Sokhna Ndeye-Penda, "**L'impact budgétaire de trente ans d'immigration en France : une approche comptable**", Revue Économique, vol. 73(4), p. 529-583, 2022.

Vicard Vincent, "La France dans l'industrie monde", Cahiers français, n° 425, janvier 2022.

Vicard Vincent, Delatte Anne-Laure, Guillin Amélie, "**Grey Zones in Global Finance: The Distorted Geography of Cross-Border Investments**", Journal of International Money and Finance, vol. 120, p. 102540, février 2022.

ANALYSES



LA LETTRE DU CEPII

Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII. 10 numéros en 2022.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/publicat.asp>

n° 423, janvier

"Industrie pharmaceutique européenne : quand rentabilité rime avec vulnérabilité", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal.

n° 424, février

"Métiers essentiels : quelle contribution des travailleurs immigrés ?", Anthony Edo, Sonia Louhab, Lionel Ragot.

n° 425, mars

"Décollage du commerce intra-africain : l'impératif de croissance économique", Lionel Fontagné, Cristina Mitaritonna, Yu Zheng.

n° 426, avril

"Déficits commerciaux et désindustrialisation : la faute de la demande ?", Carl Grekou, Thomas Grjebine.

n° 427, mai

"Les multinationales françaises, fer de lance du commerce extérieur français, mais aussi de sa dégradation", Pierre Cotterlaz, Sébastien Jean, Vincent Vicard.



"Métaux stratégiques : la clairvoyance chinoise", Tanguy Bonnet, Carl Grekou, Emmanuel Hache, Valérie Mignon.

"Opérateur économique agréé : un pass VIP pour exporter", Charlotte Emlinger, Houssein Guimbard.

"La présence immigrée façonne-t-elle les perceptions des Européens sur l'immigration ?", Isabelle Bensidoun, Anthony Edo.

"Protection commerciale : moins de droits de douane, plus de protection temporaire", Houssein Guimbard, Kevin Lefebvre.

"Quelles clauses environnementales dans les accords commerciaux ?", Cecilia Bellora, Malte Thie.

n° 428, juin

n° 429, juillet

n° 430, septembre

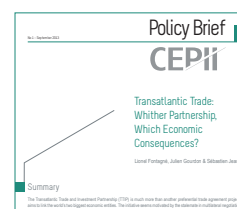
n° 431, octobre

n° 432, décembre

LES "POLICY BRIEF" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp>



"Guerre en Ukraine : bouleversements et défis énergétiques en Europe", Carl Grekou, Emmanuel Hache, Frédéric Lantz, Olivier Massol, Valérie Mignon, Lionel Ragot.

"Multinational Enterprises and the French Trade Deficit", Pierre Cotterlaz, Sébastien Jean, Vincent Vicard.

"Central Bank Monetary Policy Strategies amid Turmoil in the World Economy", Michel Aglietta, Sabrina Khanniche.

n° 37, mai

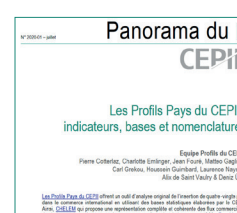
n° 38, septembre

n° 39, novembre

LES PANORAMAS DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans tous documents.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama.asp>



"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal.

"Les Profils Régions du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Matteo Gagliardi, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Erica Perego, Alix de Saint Vulry, Gianluca Santoni & Deniz Ünal I.

n° 2022-01, août

n° 2022-02, août



L'ÉCONOMIE MONDIALE 2023

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des éditions La Découverte, des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/economie_mondiale.asp

"Introduction", Isabelle Bensidoun, Jézabel Coupey-Soubeyran.

"Vue d'ensemble : l'économie mondiale évitera-t-elle le précipice ?", Thomas Grjebine.

"Plans de relance budgétaire : quelle efficacité ?", Jérôme Héricourt.

"Le retour de l'inflation et des dilemmes macroéconomiques qui vont avec", Thomas Grjebine.

"Quelle gouvernance d'entreprise pour la transition énergétique et écologique ?", Michel Aglietta, Renaud du Tertre.

"Mettre le commerce au service du changement climatique", Cecilia Bellora.

"De quoi l'autonomie stratégique ouverte est-elle le nom ?", Vincent Vicard, Pauline Wibaux.

"Réalités de l'immigration et fabrique des opinions", Anthony Edo.

"Base de données sur l'économie mondiale", Pierre Cotterlaz, Alix de Saint Vaulry.



LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"La crise du Covid-19 ouvre-t-elle la voie à une mondialisation moins débridée ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 4 janvier, par I. Bensidoun.

"Réindustrialisation : comment impliquer les multinationales françaises ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 17 janvier, par V. Vicard.

"Comment éviter que des politiques climatiques ambitieuses favorisent les délocalisations ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 31 janvier, par C. Bellora.

"Réindustrialiser, mais pour quoi faire ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 14 février, par V. Vicard.

"La concentration des employeurs a-t-elle pu contribuer au mal-être territorial ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 1^{er} mars, par A. Arquié, J. Bertin.



"Greenflation' : les enjeux de la première crise de la transition écologique", 9 mars, par T. Grjebine.

"Commerce de produits pharmaceutiques : l'Europe résiste, la France décline. Que faire ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 14 mars, par P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.

"Les immigrés menacent-ils vraiment les finances publiques ?", dans la série *L'économie internationale en campagne*, 28 mars, par L. Ragot.

"Les données de commerce ne sont pas le bon point d'entrée pour connaître les échanges de gaz naturel", *Faits & Chiffres* du 4 avril, par C. Bellora, P. Cotterlaz, M. Thie.

"La guerre en Ukraine peut-elle accélérer la transformation du système monétaire international ?", 7 avril, par M. Aglietta.

"L'UE en quête d'un mécanisme d'ajustement carbone compatible avec l'OMC", 12 avril, par C. Bellora, L. Fontagné.

"La Fed a-t-elle 'failli' ?", 19 mai, par A. Arquíé.

"Sanctions commerciales contre la Russie : où en est l'UE après 100 jours de guerre ?", 10 juin, par C. Bellora, K. Lefebvre, M. Thie.

"Trade sanctions against Russia: taking stock after 100 days of war", 15 juin, par C. Bellora, K. Lefebvre, M. Thie.

"L'OMC en temps de crise internationale majeure", 3 août, par M. Fouquin.

"Que nous réserve l'économie mondiale 2023 ?", 2 septembre, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"L'inflation à l'assaut du consensus pro-industrie en Allemagne", 21 septembre, par T. Grjebine.

"Les déséquilibres engendrés par l'Union européenne fragilisent le système commercial international", 19 décembre, par V. Vicard.

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée une dizaine de fois par an à ses 9 545 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp>

Edito

Notre modèle : la recherche appliquée et l'expertise



Focus

Comment éviter que des politiques climatiques ambitieuses favorisent les délocalisations ?

Opinion

Déficit commercial : "Il faut demander des comptes aux multinationales françaises".

Mot-clé

Sanctions commerciales contre la Russie : où en est l'UE après 100 jours de guerre ?

Faits & chiffres

Les données de commerce ne sont pas le bon point d'entrée pour connaître les échanges de gaz naturel.

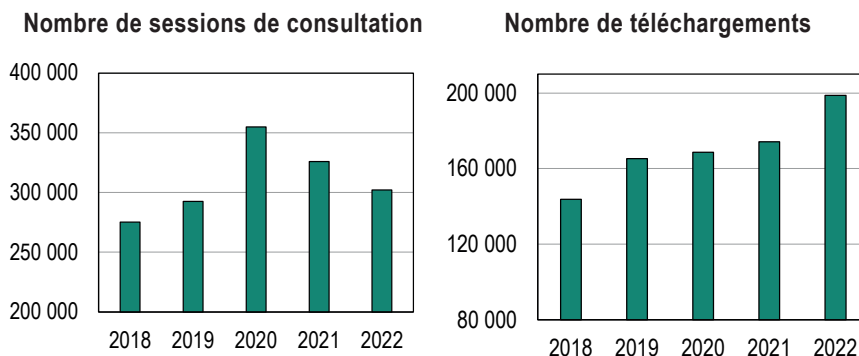
Bases de données

EQCHANGE annual assessment 2021: an overview of exchange rate misalignments for 2020.



Le site internet du CEPII

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 692 documents de travail depuis 1994 et 585 lettres (dont 153 en anglais) depuis 1979, les résumés de 172 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 13 *Documents de travail*, 3 *Policy Briefs*, 10 numéros de *La Lettre du CEPII*, 9 *Newsletters* en français, 8 *Newsletters* en anglais, 2 *Panorama du CEPII*, 33 réunions, 4 numéros d'*International Economics*, 149 articles ou interviews dans les médias, 26 articles dans les revues scientifiques.



Sources : Google Analytics, Xiti.

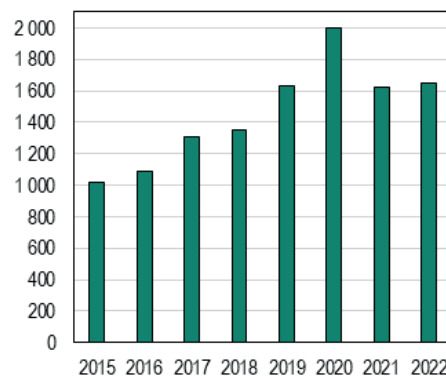


La présence dans les médias du

CEPII

En 2022, les économistes du CEPII ont publié 72 articles de presse, réalisé 105 interviews exclusives et ont été cités dans de nombreuses publications. Au total, le CEPII est apparu 1 650 fois sur le web et dans la presse écrite.

Nombre de mentions dans les médias



Source : Référencement par le CEPII et Meltwater.



ARTICLES ET INTERVIEWS

"La crise du Covid ouvre-t-elle la voie à une mondialisation moins débridée ?", *La Tribune*, 5 janvier, I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Le pari du ruissellement quoi qu'il en coûte", *Alternatives économiques*, 6 janvier, V. Vicard.

"Le déficit commercial se creuse encore", *La Nouvelle République*, 8 janvier, T. Grjebine.

"Hausse des prix des conteneurs : le coup de grâce porté à la mondialisation ?", *Marianne*, 9 janvier, T. Grjebine.

"Immigration en France : des chiffres et une réalité", *Centre Presse*, 17 janvier, A. Edo.

"L'immigration ne coûte rien aux pays de l'OCDE", *Centre Presse*, 17 janvier, A. Edo.

"Réindustrialisation : comment impliquer les multinationales françaises ?", *La Tribune*, 18 janvier, I. Bensidoun, V. Vicard.

"Commerce : les États-Unis ont modifié la forme plus que le fond", *Les Échos*, 19 janvier, V. Vicard.

"Le spectre de la dette publique plane sur la campagne", *Alternatives économiques*, 1^{er} février, T. Grjebine.

"Comment éviter que les politiques climatiques européennes ne favorisent les délocalisations ?", *La Tribune*, 1^{er} février, C. Bellora.

"La France affiche le pire déficit commercial de son histoire", *Capital*, 8 février, T. Grjebine.

"La France affiche un déficit commercial jamais atteint de près de 85 milliards d'euros", *Libération*, 8 février, T. Grjebine.

"Déficit commercial : Il faut demander des comptes aux multinationales françaises", *Le Monde*, 8 février, V. Vicard.

"Crise ukrainienne : Si l'impact économique des sanctions est souvent évident, leur efficacité politique l'est beaucoup moins", *Le Monde*, 11 février, S. Jean.

"Aux trois sources du déficit commercial", *Alternatives économiques*, 14 février, V. Vicard.

"La politique de baisse des coûts des entreprises sommée de faire ses preuves", *L'OPINION*, 16 février, V. Vicard.

"Catastrophe, on a baissé le mauvais impôt de production!", *L'OPINION*, 16 février, V. Vicard.

"Réindustrialiser, mais pour quoi faire ?", *La Tribune*, 17 février, V. Vicard, I. Bensidoun.

"Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ? Définir, pour mieux lutter contre l'évasion", *L'Humanité*, 19 février, V. Vicard.

"Des sanctions économiques, faute de mieux", *Le Progrès*, 22 février, S. Jean.

"Crise en Ukraine : les Occidentaux ripostent avec des sanctions contre la Russie", *Le Dauphiné Libéré*, 22 février, S. Jean.



- "Crise ukrainienne : ce que risquent les entreprises françaises en Russie", *La Croix*, 3 février, C. Destais.
- "Comment dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine ?", *La Croix*, 23 février, S. Jean.
- "Conflit Ukraine-Russie : Les entreprises françaises implantées en Russie doivent-elles s'inquiéter ?", *20minutes*, 24 février, S. Jean.
- "Quitter la Russie ou rester ? Décisions difficiles pour les entreprises", *AFP*, 28 février, S. Jean.
- "'Greenflation' : les enjeux de la première crise de la transition écologique", *Alternatives économiques*, 1^{er} mars, T. Grjebine.
- "Guerre en Ukraine : gaz, matières premières, céréales... quelle interdépendance économique entre l'UE et la Russie ?", *Le Monde*, 2 mars, D. Ünal.
- "Guerre en Ukraine : est-il possible d'isoler l'économie russe «en quelques heures» ?", *Le Monde*, 3 mars, C. Destais.
- "La concentration des employeurs a-t-elle pu contribuer au mal-être territorial ?", *La Tribune*, 3 mars, Axelle Arquié, I. Bensidoun, J. Bertin.
- "Guerre en Ukraine : alimentation, énergie, commerces... Doit-on s'inquiéter pour notre économie ?", *La Dépêche du Midi*, 5 mars, C. Emlinger.
- "Réindustrialisation : et si l'État commençait à acheter...français ?", *Marianne*, 7 mars, T. Grjebine.
- "Guerre en Ukraine : vers un remboursement plus difficile des PGE ?", *La Tribune*, 9 mars, M. Aglietta.
- "Guerre en Ukraine : Une très forte récession est à prévoir en Russie", *ouest-france.fr*, 10 mars, C. Destais.
- "Guerre en Ukraine: pour la Russie, une banqueroute sans sortie de route ?", *Libération*, 15 mars, C. Destais.
- "Commerce de produits pharmaceutiques : l'Europe résiste, la France décline. Que faire ?", *La Tribune*, 16 mars, I. Bensidoun, P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.
- "Quinquennat Macron : Quel bilan pour la suppression de la taxe d'habitation ?", *20minutes*, 17 mars, T. Grjebine.
- "Deux alternatives à la hausse des taux pour contrer l'inflation existent", *Le Monde*, 22 mars, Gilles Dufrénot.
- "Gaz russe : pourquoi Vladimir Poutine demande-t-il à être payé en roubles ?", *Le Figaro*, 25 mars, T. Grjebine.
- "The EU in search of a WTO-compatible Carbon Border Adjustment Mechanism", *VOX*, 26 mars, C. Bellora, L. Fontagné.
- "Inflation, dette, pénuries... La guerre en Ukraine augmente la vulnérabilité des économies émergentes", *Le Monde*, 27 mars, T. Grjebine.
- "Les immigrés menacent-ils vraiment les finances publiques ?", *La Tribune*, 29 mars, I. Bensidoun, L. Ragot.



- "For Macron, France's Troubled Industries Hit Home", *The New York Times*, 5 avril, T. Grjebine.
- "Pourquoi Vladimir Poutine cherche-t-il à vendre son gaz en roubles?", *Alternatives économiques*, 6 avril, C. Grekou.
- "Guerre en Ukraine : ces grands pays qui n'appliquent pas les sanctions contre la Russie", *La Croix*, 7 avril, D. Ünal.
- "La Chine sur une ligne de crête", *Mediapart*, 7 avril, C. Destais.
- "Energie : "Suspendre le soutien aux biocarburants peut aider à compenser la flambée des prix agricoles"", *Le Monde*, 12 avril, C. Gouel.
- "La Turquie de Recep Tayyip Erdoğan s'enfoncé dans l'inconnu", *Orient XXI*, 14 avril, D. Ünal.
- "La guerre en Ukraine va accélérer l'ascension du yuan à l'international et le déclin du dollar roi", *Le Monde*, 19 avril, M. Aglietta.
- "Commerce mondial : le risque d'une fragmentation entre grands blocs rivaux", *La Croix*, 19 avril, V. Vicard.
- "The war in Ukraine will accelerate the rise of the yuan internationally and the decline of King Dollar", *Le Monde*, 20 avril, M. Aglietta.
- "Ukraine : le rôle de la Turquie", *France Culture*, 23 avril, D. Ünal.
- "Pourquoi l'euro fait-il les frais de la guerre en Ukraine ?", *boursorama.com*, 25 avril, V. Mignon.
- "En cas d'embargo sur l'énergie russe, les difficultés sur l'industrie pourraient s'accroître", *La Tribune*, 3 mai, T. Grjebine.
- "Guerre en Ukraine : "Contraindre la Russie au défaut de paiement fait partie du jeu politique"", *20minutes.fr*, 4 mai, C. Grekou.
- "La Russie paye toujours ses dettes, sa monnaie s'apprécie... mais son économie sombre", *Marianne*, 5 mai, C. Destais.
- "L'invasion de l'Ukraine vient à nouveau porter une lumière crue sur nos interdépendances", *Le Monde*, 6 mai, I. Bensidoun.
- "Pourquoi l'Allemagne est en partie responsable de la désindustrialisation française", *Alternatives économiques*, 13 mai, C. Grekou, T. Grjebine.
- "Inflation : la banque centrale américaine a-t-elle "failli" ?", *Alternatives économiques*, 13 mai, A. Arquie.
- "En Turquie, l'inflation, à son plus haut depuis 2003, accable la population", *Le Monde*, 16 mai, D. Ünal.
- "Guerre en Ukraine: le jeu d'équilibriste de la Turquie avec l'Otan et l'UE", *Le Soir de Belgique*, 18 mai, D. Ünal.
- "Turquie : les sanctions contre la Russie freinent les ambitions nucléaires d'Erdogan", *France 24*, 19 mai, D. Ünal.
- "La mondialisation ne peut plus être guidée par la réduction des coûts", *Alternatives économiques*, 21 mai, I. Bensidoun.
- "La planification écologique doit disposer d'un instrument financier : la double valorisation du carbone", *Le Monde*, 27 mai, M. Aglietta.

"L'immobilier, ce fauteur de troubles économiques majeurs auquel personne ne s'intéresse vraiment", *atlantico.fr*, 30 mai, T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier.

"Embargo sur le pétrole russe : pourquoi l'Union européenne hésite", *La Croix*, 30 mai, L. Ragot.

"Comment les pénuries bousculent le monde de l'industrie", *Alternatives économiques*, 31 mai, V. Vicard.

"Inflation : l'ubuesque politique économique turque", *Alternatives économiques*, 1^{er} juin, D. Ünal.

"L'OPEP + promet de produire davantage de pétrole", *La Croix*, 2 juin, L. Ragot.

"Si l'équilibre du commerce extérieur est une priorité pour l'Allemagne, c'est, pour la France, davantage une variable d'ajustement? *Le Monde*, 3 juin, T. Grjebine.

"Sanctions commerciales contre la Russie : où en est l'Union européenne après 100 jours de guerre en Ukraine ?", *The Conversation*, 6 juin, C. Bellora, K. Lefebvre, M. Thie.

"La livre turque chute, et cela pourrait impacter les entreprises françaises et européennes", *Challenges*, 8 juin, D. Ünal.

"3 questions à M. Aglietta", *Revue Banque*, 8 juin, M. Aglietta.

"La BCE de nouveau en soutien des dettes souveraines", *La Croix*, 15 juin, T. Grjebine.

"Les multinationales françaises, fer de lance du commerce extérieur français... et de sa dégradation", *atlantico.fr*, 16 juin, V. Vicard.

"The big mistakes of the anti-globalisers", *The Financial Times*, 21 juin, M. Fouquin.

"Comptes publics : la France est-elle le nouveau cancre de l'Europe ?", *Capital*, 23 juin, T. Grjebine.

"Inflation : quelles répercussions sur l'économie mondiale ?", *TV5*, 24 juin, T. Grjebine.

"La hausse des taux d'intérêt va-t-elle déboucher sur une nouvelle crise de la zone euro ?", *The Conversation*, 27 juin, V. Mignon.

"Sanctions against Russia: taking stock four months after the start of the war", *The Conversation*, 27 juin, Cecilia Bellora, Kevin Lefebvre, M. Thie.

"L'inflation, bonne ou mauvaise nouvelle pour les finances publiques françaises ?", *The Conversation*, 6 juillet, F. Morvillier.

"Investissements étrangers en France : Ne pas surestimer les gains pour l'Hexagone", *Alternatives économiques*, 13 juillet, V. Vicard.

"Les relocalisations ont de l'avenir", *Option Finance*, 15 juillet, T. Grjebine.

"Gains from trade: International transport costs still matter, especially additive ones", *voxeu.org*, 19 juillet, J. Héricourt.

"Parité euro-dollar : Les pays de la zone CFA subissent de plein fouet les variations de l'euro", *TV5*, 20 juillet, C. Grekou.

"La réindustrialisation, un chantier colossal pour l'Europe", *La Tribune*, 22 juillet, T. Grjebine.



"Large firms react more strongly to macro shocks, and it matters", *voxeu.org*, 27 juillet, L. Fontagné.

"Les pays de la zone franc CFA subissent la baisse de l'euro et la flambée des prix", *Le Monde*, 27 juillet, C. Grekou.

"L'inflation à l'assaut du consensus pro-industrie en Allemagne", *Alternatives économiques*, 22 août, T. Grjebine.

"Que nous réserve l'économie mondiale en 2023 ?", *The Conversation*, 23 août, I. Bensidoun.

"Malgré les sanctions économiques, le rouble est-il devenu la devise "la plus performante du monde" ?", *LCI/TF1*, 24 août, C. Grekou.

"Taxer davantage les ultra-riches? 7 Français sur 10 sont pour. Voici pourquoi", *Challenges*, 25 août, F. Morvillier.

"Carburant. Pourquoi la baisse du prix du pétrole ne profite pas aux automobilistes", *L'Humanité*, 30 août, V. Mignon.

"Pourquoi la taxation des superprofits enflamme la rentrée", *Challenges*, 30 août, V. Vicard.

"Taxe des superprofits: de la Nupes au RN, en passant par certains élus Renaissance, les initiatives des parlementaires se multiplient", *Le Monde*, 6 septembre, V. Vicard.

"L'impact d'une remontée des taux d'intérêt sur l'inflation pourrait être beaucoup plus faible qu'attendu", *Le Monde*, 7 septembre, G. Dufrénot.

"Real estate booms are behind Europe's productivity divergence", *voxeu.org*, 9 septembre, T. Grjebine, J. Héricourt, F. Tripier.

"Taxe sur les superprofits: ce qu'elle pourrait rapporter au fisc", *La Tribune*, 12 septembre, V. Vicard.

"Face à l'envolée des prix, l'économiste Joseph Stiglitz pousse les Etats à taxer les superprofits", *La Tribune.fr*, 16 septembre, V. Vicard.

"Le quoi qu'il en coûte, ça peut rapporter !", *Les Echos*, 27 septembre, J. Héricourt.

"Valeurs locatives: une facture amenée à bondir dans les prochaines années", *Capital*, 3 octobre, T. Grjebine.

"Le dollar, cette monnaie indétrônable", *La Tribune.fr*, 5 octobre, M. Aglietta.

"Face à la Chine, l'Union européenne se divise sur la ligne économique à adopter", *La Tribune.fr*, 18 octobre, S. Jean.

"La débâcle du plan Truss, illustration implacable du pouvoir des marchés", *AFP*, 19 octobre, A. Bouët.

"Truss Budget Fiasco Shows Power Of The Markets", *AFP*, 19 octobre, A. Bouët.

"Geopolitics is the biggest threat to globalisation", *Financial Times*, 30 octobre, M. Fouquin.

"Au G20 à Bali, les Occidentaux espèrent isoler la Russie", *La Croix*, 14 novembre, D. Ünal.

"Vivons-nous une bimondialisation ?", *France Culture*, 15 novembre, S. Jean.



"La Chine de Xi n'est pas un partenaire industriel anodin", *Le Monde*, 15 novembre, F. Chimits.

"China is not an inconsequential industrial partner", *Le Monde*, 16 novembre, F. Chimits.

"Métaux stratégiques : et si les pays producteurs se regroupaient en cartel du type OPEP ?", *The Conversation*, 23 novembre, V. Mignon.

"Emmanuel Macron à Washington pour tenter de préserver l'industrie européenne", *La Tribune*, 30 novembre, V. Vicard.

"Le pétrole russe, c'est (presque) fini", *Alternatives économiques*, 5 décembre, L. Ragot.

"Des objectifs conflictuels ont fragilisé en profondeur l'économie chinoise", *Le Monde*, 9 décembre, F. Chimits.

"La Chine doit rompre radicalement avec le chemin de développement emprunté dans le passé", *Le Monde*, 9 décembre, C. Macaire.

"Les déséquilibres engendrés par l'Union européenne fragilisent le système commercial international", *La Croix*, 16 décembre, V. Vicard.

"Finale France-Argentine : une victoire des Bleus n'aura pas d'impact sur l'économie", *La Tribune*, 17 décembre, T. Grjebine.

"« Le bonus-malus est-il efficace pour assurer l'essor du véhicule électrique ? »", *Le Monde*, 19 décembre, F. Morvillier.

"(Ré)industrialiser pour pouvoir augmenter les salaires : le précédent de Mai 1968", *Libération*, 19 décembre, T. Grjebine.

"Industrie française : la montée en gamme comme planche de salut", *Alternatives économiques*, 26 décembre, V. Vicard.

"Le modèle économique chinois. Entre lois du marché et dirigisme étatique", *Futuribles*, 26 décembre, F. Chimits.

INTERVIEWS AUDIO ET VIDÉO

"Turquie : la crise économique d'Erdogan ?", *France Culture*, audio du 3 janvier, D. Ünal.

"Quel est l'impact de la réforme fiscale internationale sur les grandes entreprises ?", *Les Échos*, vidéo du 18 janvier, V. Vicard.

"Recep Tayyip Erdogan : la livre turque en chute libre", *France Culture*, audio du 8 février, D. Ünal.

"Déficit commercial record : c'est grave docteur ?", *France Culture*, audio du 11 février, S. Jean.

"L'économie mondiale à l'épreuve de la guerre en Ukraine", *France Culture*, audio du 18 mars, S. Jean.

"La Turquie face à l'inflation", *France 24*, vidéo du 8 avril, D. Ünal.

"Les ambitions de la Chine dans le domaine monétaire et financier", Xerfi Canal, vidéo du 20 avril, M. Aglietta



- "Vers une nouvelle organisation des échanges mondiaux ?", *RFI*, audio du 18 avril, D. Ünal.
- "Ukraine : le rôle de la Turquie", *France Culture*, audio du 25 avril, D. Ünal.
- "Pour un nouveau système monétaire international", *Xerfi Canal*, vidéo du 12 mai, M. Aglietta.
- "Erdogan est-il vraiment le grand gagnant de la guerre en Ukraine ?", *L'Express*, vidéo du 18 mai, D. Ünal.
- "Énergies fossiles russes : l'UE à l'épreuve de sa dépendance", *RFI*, audio du 30 mai, L. Ragot.
- "Commerce, Chinois et Américains se reparlent", *BFM Business*, vidéo du 5 juillet, S. Jean.
- "2023: l'économie mondiale vers un précipice?", *RFI*, audio du 9 septembre, C. Bellora, T. Grjebine, P. Wibaux.
- "Énergies: se passer de la Russie, à quel coût?", *RFI*, audio du 18 septembre, L. Ragot.
- "Brésil, une nation en crise. Inégalités: le grand bond en arrière", *France Culture*, audio du 20 septembre, C. Terra.
- "Chine: la fin des illusions économiques", *France Culture*, audio du 22 septembre, S. Jean.
- "Vers une récession mondiale?", *Public Sénat*, vidéo du 22 septembre, T. Grjebine.
- "Brésil: le choc des élections", *France Culture*, audio du 1^{er} octobre, C. Terra.
- "Énergie: tempête en vue?", *RFI*, audio du 4 octobre, L. Ragot.
- "La montée en puissance de la Chine est-elle inexorable ?", *RFI*, audio du 18 octobre, C. Destais
- "Chine: le sacre de l'empereur", *France Culture*, audio du 15 octobre, F. Chimits.
- "Liz Truss, la débâcle et après?", *France Info*, vidéo du 20 octobre, T. Grjebine.
- "Les désillusions de l'industrie brésilienne", *France Culture*, audio du 1^{er} novembre, C. Terra.
- "Inflation: la Banque d'Angleterre relève son taux directeur à un niveau inédit depuis 1989", *RFI*, audio du 3 novembre, M. Aglietta.
- "La démocratie en sursis aux États-Unis?", *France Info*, vidéo du 8 novembre, T. Grjebine.
- "Vivons-nous une bimondialisation?", *France Culture*, audio du 15 novembre, S. Jean.
- "Allemagne : le modèle social ébranlé", *France Culture*, audio du 22 novembre, T. Grjebine.
- "Faut-il craindre le protectionnisme américain ?", *France Culture*, audio du 1^{er} décembre, A. Bouët
- "Chine: priorité à l'économie", *France Culture*, audio du 15 décembre, F. Chimits.



Les rencontres du CEPII

■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII

Quel rôle des délocalisations dans le déclin de l'emploi industriel en France?

14 février

Séminaire compétitivité sur les politiques industrielles en France, co-organisé avec la Banque de France.

Labor Market Integration, Local Conditions and Inequalities Evidence from Refugees in Switzerland

16 février

Co-organisé avec le CERDI

21th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

28 - 29 avril

Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), en collaboration avec le CEPII, la Banque de France, le Cepremap et SciencesPo Department of Economics. Le CEPII est partenaire du réseau.

Quel rôle pour la logistique dans les stratégies industrielles et de compétitivité ?

8 juin

Séminaire compétitivité sur les politiques industrielles en France, co-organisé avec la Banque de France.

Sommes-nous bien outillés pour anticiper les conséquences des sanctions internationales ?

16 juin

Table ronde sur les outils de modélisation et les données dont disposent les économistes pour anticiper les répercussions des sanctions internationales.

L'économie mondiale évitera-t-elle le précipice ?

8 septembre

Conférence de présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2023".



- 5 - 9 octobre **Les Rendez-vous de l'histoire 2022 : La mer**
Le CEPII est partenaire des Rendez-vous de l'histoire 2022.
- 18 octobre **Déficits extérieurs, déficits publics et inégalités**
Séminaire compétitivité sur les politiques industrielles en France, co-organisé avec la Banque de France.
- 18 - 21 octobre **Le Printemps de l'économie 2022 : Sobriété - L'essence de demain**
Le CEPII est partenaire du Printemps de l'économie.
- 15 - 17 novembre **Les journées de l'économie (JÉCO) : Bifurcation des économies, quel futur ?**
Le CEPII est partenaire scientifique des Journées de l'économie (JÉCO) 2022.
- 12 - 13 décembre **"Immigration in OECD Countries". 12th Annual International Conference**
Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo DeBenedetti (FRDB), l'Université du Luxembourg et LISER.
- SÉMINAIRES DE RECHERCHE**
- 13 janvier "The Global Financial Resource Curse", par Luca Fornaro, Centre de Recerca en Economia Internacional - CREI (co-auteurs : G. Benigno, M. Wolf)
- 10 février "Refugees and Foreign Direct Investment: Quasi-Experimental Evidence from US Resettlements", par Pierre-Louis Vezina, King's College London, (co-auteurs : AM Mayda, C Parsons, H Pham).
- 24 mars "The Margins of Trade", Jonathan Eaton, Pennsylvania State University (co-auteur : A. C. Fieler).
- 7 avril "Market Size and Trade in Medical Services", par Jonathan Dingel, University of Chicago (co-auteurs : J. Gottlieb, M. Lozinski, P. Mourot).
- 21 avril "Estimating the Effects of Incomplete Regulation on Regulated Firms and their Competitors: An Application to the EU ETS", Hélène Ollivier, Paris School of Economics (co-auteurs : G. Barrows, R. Calel, M. Jegardz).
- 17 novembre "Multinational Ownership and Trade Participation", par Paola Conconi, University of Oxford (co-auteurs : G. Magerman, F. Leone, C. Thomas).
- 24 novembre "Bank Opacity - Patterns and Implications", par Avdjiev Stefan, Bank for International Settlements (BIS).
- 1^{er} décembre "Who's fit for the low-carbon transition? Emerging skills and wage gaps in job ad data", par Aurélian Saussay, Grantham Research Institute at the London School of Economics (LSE).



SÉMINAIRES INTERNES

"Gender, Selection into Employment, and the Wage Impact of Immigration", Antony Edo, 20 janvier.

"Présentation de Moody's/BVD de leurs bases de données (ORBIS, etc.) », Houssein Guimbard, 3 février.

"Skilled Immigration, Task Allocation and the Innovation of Firms", Gianluca Santoni (co-auteurs : Gianluca Orefice et Anna Maria Mayda), 17 février.

"Resource Misallocation and External Competitiveness", Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, 14 avril.

"Production Function Estimation with Multi-Destination Firms", Ariel Reshef (co-auteurs : Geoffrey Barrows (École Polytechnique, CREST, CNRS) et Hélène Ollivier (PSE, CNRS), 2 juin.

"The Complexity of Multinational Enterprises and Tax Avoidance", Vincent Vicard coécrit avec Manon François, 30 juin.

"Heterogeneous Trade Effects of Pre-Shipment Inspections", Lionel Fontagné, 15 septembre.

"Visa Policy and International Student Migration: Evidence from the Student Partners Program", Jérôme Gonnot, 8 novembre.

"The granularity of tariff evasion", Vincent Vicard (co auteurs : Clément Anne, Cyril Chalendar, Ana Margarida Fernandes, Bob Rijkers), 22 novembre.

"When quality management helps agri-food firms to export", Charlotte Emlinger (co-auteur Karine Latouche), 8 décembre.

"Mind the origin of trade data", Pierre Cotterlaz et Vincent Vicard, 15 décembre.



Rencontres organisées par le Club du CEPII

- 20 janvier **The Future of Money - How the Digital Revolution Is Transforming Currencies and Finance**
avec Eswar S Prasad, Professor of Trade Policy, Cornell University.
- 11 février **Les banques centrales face à l'élargissement de leurs missions et aux risques de résurgence de l'inflation**
autour du livre "La Banque Providence" d'Eric Monnet.
- 16 février **Zone euro, les enjeux – cruciaux - des mois à venir**
avec Michel Martinez, chef économiste, Société générale, SGCIB et Yvan Mamalet, économiste Senior, Société Générale Corporate & Investment Banking.
- 8 mars **Présentation du rapport du FMI "Recovering from the pandemic and transitioning to a better future: France in the European context"**
avec Jeffrey Franks, chef de mission pour la France, Fonds monétaire International et Michel Aglietta, professeur émérite de Sciences économiques, Université de Paris-X Nanterre ; Conseiller scientifique, CEPII et France Stratégie.
- 13 avril **Le marché du travail post-covid dans les économies avancées : des tensions paradoxales**
Discussion autour d'une récente publication du FMI avec Romain Duval, sous-directeur, département des études, Fonds monétaire international.
- 20 avril **La Turquie sur un fil**
avec Deniz Ünal, économiste, CEPII ; rédactrice en chef du Panorama et coordinatrice des Profils du CEPII et Ömer Taşpınar, professeur de stratégie de sécurité nationale au National War College ; chercheur principal au Brookings Institute, Washington, DC.
- 12 mai **Les conséquences de la guerre sur les économies russe et ukrainienne**
avec Julien Vercueil, vice-président de l'INALCO, professeur des universités en sciences économiques.
- 25 mai **Les enjeux énergétiques et économiques de la guerre en Ukraine pour l'Europe**
avec Olivier Massol, professeur, IFP-School, IFP Énergies nouvelles et directeur Exécutif de la Chaire Économie du gaz et Lionel Ragot, conseiller scientifique, CEPII ; professeur d'économie, Université Paris Nanterre.



Chaos in agrifood trade

avec Marion Jansen, director, Trade and Agriculture Directorate, OECD et Christophe Gouel, conseiller scientifique, CEPII ; économiste, INRAE.

*28 juin***Métaux stratégiques : le pari gagnant de la Chine**

avec Carl Grekou, économiste, CEPII et Emmanuel Hache, économiste, IFP Énergies nouvelles.

*6 octobre***World Economic Outlook du FMI : l'économie mondiale dans la tourmente**

avec Benjamin Carton, Senior Economist, Research Department, International Monetary Fund et Pablo Winant, conseiller scientifique, CEPII ; professeur, ESCP ; professeur associé, École polytechnique.

*18 octobre***Chine : vers un ralentissement durable ?**

avec François Chimits, économiste, CEPII ; analyste, Mercator Institute for China Studies (MERICS) et Camille Macaire, représentante pour l'Asie-Pacifique, Banque de France ; chercheure associée, CEPII.

*3 novembre***Peut-on ne commercer qu'avec nos amis ?**

avec Édouard Bourcieu, économiste en chef, DG Trade, Commission européenne, Elvire Fabry, chercheur senior, Institut Jacques Delors, Stéphane Lambert, ministre-conseiller, Ambassade du Canada en France et Vanessa Salas-Pouget, directrice adjointe, Centre d'Analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), MEAE.

*29 novembre***Les perspectives de l'économie mondiale pour 2023**

avec William de Vijlder, chef économiste Groupe, BNP Paribas.

15 décembre

Participation des économistes du CEPII à des groupes de travail et comités d'experts

ANTOINE BOUËT

Co-organisateur et membre du comité de programme de la 26^e conférence du GTAP, juin 2023, Bordeaux.

Membre du IATRC Consortium.

Non-Resident Senior Research Fellow, IFPRI - MTID, Washington DC, US.

Membre du Conseil de l'OFCE.

CHARLOTTE EMLINGER

Participation au projet Européen Horizon 2020 BATModel.

LIONEL FONTAGNÉ

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membre du comité scientifique de *Annals of Economics and Statistics*.

Conseiller de la Direction de l'Économie de la Coopération Internationales, Banque de France

Membre de la Commission Pisani-Ferry sur la transition climatique, en charge du rapport thématique "compétitivité" Membre de l'advisory board des Chaires OMC

MICHEL FOUQUIN

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Secrétaire général du Centre d'Information et de Réflexion sur l'Économie Mondiale (CIREM).

THOMAS GRJEBINE

Participation au groupe de travail sur l'industrie (autour du ministre de l'Industrie).

HOUSSEIN GUIMBARD

Membre du conseil scientifique du Workshop : "Assessing the Effects of Non-Tariff Measures: Hype or Hope?", Roma Tre University (Italie).



Membre du conseil scientifique du Workshop : "Workshop: Modelling non-tariff measures in structural general equilibrium – Theory and applications", World Trade Institute (Suisse).

JÉRÔME HÉRICOURT

Membre nommé du Comité Directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Co-Responsable de contrat ANR Franco-Allemand, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

Membre du comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Éditeur associé, *China Economic Review*.

THIERRY MAYER

Directeur du département d'économie de Sciences Po 2019-2024.

Membre du comité éditorial du *Journal of International Economics*, de *Regional Science and Urban Economics* et du *Journal of Regional Science*.

Organisateur du Paris Trade Seminar.

VALÉRIE MIGNON

Présidente de la section 05 (Sciences économiques) du Conseil National des Universités (CNU).

Membre de la Commission Recherche de l'Université Paris Nanterre.

Responsable de l'axe Macroéconomie Internationale, Banque et Économétrie Financière du laboratoire EconomiX (UMR 7235), CNRS et Université Paris Nanterre.

Co-rédacteur en chef d'*International Economics*.

Membre des comités éditoriaux de *Energy Policy*, *Finance*, *Économie et Prévision*, *Economics Bulletin* et *Journal of Asset Management*.

Présidente de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), 2020-2021.

Membre du Comité de datation des cycles de l'économie française (CDCEF).

Membre élue au Cercle des Économistes.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 10 novembre 2021.

Membre du comité scientifique de la conférence "Évaluation des politiques publiques", AFSE et Direction Générale du Trésor, 9 décembre 2021.

Membre du jury du Prix Colbert de la Fondation Colbert - Institut de France, 2021.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche et auprès du HCERES.



Membre des comités de sélection des Universités de Clermont Auvergne, Nantes, Paris Nanterre et La Réunion.

Membre de l'instance nationale chargée de la procédure spécifique d'avancement de grade des enseignants-chercheurs.

Membre nommé au Conseil scientifique de la Direction générale des douanes et des droits indirects (depuis décembre 2021).

CRISTINA MITARITONNA

Participation au groupe de travail CEP/UNECA, pour la mise en œuvre de l'accord de libre-échange continental africain.

ERICA PEREGO

Rapporteur pour les revues à comité de lecture *ECB Working Paper Series*, *Journal of International Money and Finance* et *Italian Economic Journal*

LIONEL RAGOT

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Responsable de l'Axe Développement Durable, Environnement et Énergie (DDEE) du laboratoire EconomiX.

ARIELS RESHEF

Directeur de Recherche au Centre d'Économie de la Sorbonne (CES, UMR 8174, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Professeur, Directeur de l'école d'été (PSE summer school) à l'École d'Économie de Paris - Paris School of Economics,

Membre du réseau CESifo

GIANLUCA SANTONI

Rapporteur pour les revues *World Bank Economic Review*, *European Economic Review*, *The World Economy*, *Papers in Regional Science*, *International Migration Review* et *IZA Journal of Development and Migration*.

FARID TOUBAL

Co-éditeur de l'*European Economic Review*.

Research Fellow au CEPR.

Research Network member au CESifo.

VINCENT VICARD

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre du comité de pilotage de l'EUR PgSE.

Membre du Comité d'Accès aux Données de la Banque de France

Membre du comité de pilotage du Euro-Latin Study Network on Integration and Trade (ELSNIT)



Les relations partenariales du

CEPII

■ CEPII-PSE

PARTENARIAT CEPII-PSE
POUR LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET ENVIRONNEMENTALES

Ensemble, PSE et le CEPII visent à mettre l'excellence académique au service de la compréhension des grands enjeux économiques internationaux, avec une attention particulière portée aux questions environnementales.

■ EconPol Europe

EUROPEAN NETWORK FOR ECONOMIC AND FISCAL POLICY RESEARCH

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont : Ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (Ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), University of Oxford (Centre for Business Taxation) (Oxford, Great Britain), Università di Trento (Department of Economics and Management) (Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du ministère allemand des Finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.



ELSNIT

EURO-LATIN STUDY NETWORK ON INTEGRATION AND TRADE

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres : Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l'IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

GTAP

GLOBAL TRADE ANALYSIS PROJECT

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (ministère de l'Économie et des Finances).

JECO

LES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée nationale.



Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

RIEF

RESEARCH IN INTERNATIONAL ECONOMY AND FINANCE

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres : ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Économie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Économie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris I (France).

TTIP-ITN

TRANSATLANTIC TRADE AND INVESTMENT PARTNERSHIP – INTERNATIONAL TRAINING NETWORK

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP, entre chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium : The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule (ETH) Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut, Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, PSE - Ecole d'économie de Paris, The City University



Rapport d'activité 2022

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en août 2023

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.

Rapport d'activité

CEPII

© CEPII, PARIS, 2023

Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
20, avenue de Ségur
TSA 10726
75334 Paris Cedex 07

contact@cepii.fr
www.cepii.fr – @CEPII_Paris
Contact presse : presse@cepii.fr

Rapport d'activité du CEPII
Bilan des recherches, publications,
colloques de l'année précédente.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Antoine BOUËT

RÉALISATION :
Sophie DE SALÉE

ISSN 2402-5968

Pour s'inscrire à
La Newsletter du CEPII :
www.cepii.fr/Resterinforme

Ce Rapport d'activité est publié
sous la responsabilité de la direction
du CEPII.

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

